l'Opinion

N° 2803 DATÉ DU 10 JUILLET 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Pourquoi les Palestiniens placent toujours leur espoir en Marwan Barghouti

Notre cahier exclusif
THE WALL STREET JOURNAL.

Réveillez-vous : le Nouveau Front populaire ne pourra pas gouverner

Quand les Français vont-ils se réveiller ? Quand vont-ils cesser de gober le scénario rouge vif que nous vend Jean-Luc Mélenchon et sa cohorte de petits chefs galvanisés par l'odeur du pouvoir ? Non, le Nouveau Front populaire n'a pas gagné les élections. Non, il ne peut revendiquer aucun droit à diriger le gouvernement. Au mieux, cette gauche est arrivée première en nombre d'élus, mais elle est loin de la majorité absolue, loin derrière le RN en nombre de voix, et quasiment à égalité avec la majorité sortante.

Si les Français cessaient d'être hypnotisés par la virulence mélenchoniste, ils comprendraient qu'un gouvernement soutenu par les seuls élus du NFP aurait une espérance de vie nulle. La radicalité de son programme politique le ferait exploser au premier projet de loi controversé (ils le seront tous). Quant à élargir cette base vers la gauche de la macronie, même au cas par cas, c'est une chimère : jamais nous ne gouvernerons avec les survivants de la majorité sortante, assène Jean-Luc Mélenchon ; jamais il n'y aura de ministre LFI, jure Emmanuel Macron. Et si d'aventure le chef de l'Etat cédait à la pression de la gauche, ce serait pour mieux la disqualifier.

Alors, réveillons-nous, tous. Et réveillez-vous, les sociaux-démocrates qui vous laissez gruger par Olivier Faure, le Premier secrétaire du PS dont la morale est exclusivement indexée sur le nombre de postes à glaner. Rappelez-lui ce qu'est une gauche de gouvernement, rappelez-lui que ce n'est pas en s'aplatissant devant le Parti communiste que François Mitterrand avait fait du PS un vainqueur.

Pour sortir de la situation catastrophique créée par la dissolution, la moins pire des solutions passe par la création d'une coalition, qui ne pourra se faire qu'autour d'un plus petit dénominateur commun droite-gauche ou d'un gouvernement technique. Mais, en tout cas, loin des extrêmes et de la violence LFI.

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

Les mesures que le Nouveau Front populaire veut adopter par décret coûteraient des milliards, alors que ses recettes sont suspendues à l'adoption improbable d'une loi de finances

La gauche à Matignon : des mesures inapplicables



KAK

Joue-la comme Liz Truss

En pleine négociation sur le nom du possible Premier ministre, **l'alliance des partis de gauche revendique Matignon et l'application de son programme**. Mais la menace d'une motion de censure plane déjà sur ses plans.

Emmanuelle Ducros, Sandra Mathorel et Marc Vignaud

Emmanuel Macron sera-t-il obligé de nommer un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP), une fois que l'alliance des partis de gauche se sera accordée sur le nom d'un Premier ministre ? Si le chef de l'Etat reste libre sur le nom de la personne qu'il nomme à Matignon, la pression sera forte. « Le Président a le devoir d'appeler le Nouveau Front populaire à gouverner », a tonné Jean-Luc Mélenchon, dès les résultats du second tour connu dimanche soir. Avant d'ajouter : « Le Nouveau Front populaire appliquera son programme, rien que son programme, mais tout son programme ». Une affirmation confirmée par le Premier secrétaire du PS, Olivier Faure.

Que peut faire un gouvernement NFP dès son arrivée au pouvoir, en admettant qu'il échappe à l'adoption immédiate d'une motion de censure ? Jean-Luc Mélenchon a été clair. « Dès cet été, les mesures prévues par ce programme peuvent être prises par décret, sans vote », a-t-il martelé. Et de lister, notamment, l'abrogation de la réforme des retraites d'Emmanuel Macron, le blocage des prix, l'augmentation du smic de 1 398 à 1 600 euros net par mois ou un « moratoire sur les grands travaux inutiles ».

L'annulation du recul de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans paraît pourtant impossible à valider par décret. Pour la simple et bonne raison que la loi votée au Parlement établit que l'âge d'ouverture du droit à une pension de retraite « est fixé à soixante-quatre ans pour les assurés nés à compter du 1er janvier 1968 ». Un décret ne peut contrevenir à la loi. Certains constitutionnalistes estiment toutefois que l'âge de départ à la retraite relève du pouvoir réglementaire. Selon eux, un Premier ministre pourrait donc saisir le Conseil constitutionnel pour obtenir la reconnaissance que cela relève du règlement et non de loi.

Indexation. « Il faut un projet de loi que nous déposerons devant l'Assemblée et l'Assemblée aura à se prononcer, a d'ailleurs reconnu Olivier Faure sur France Info, lundi 8 juillet. On verra à ce moment-là qui est prêt à aller jusqu'au bout et ceux qui au contraire se défilent. »

Comme le RN est favorable à l'abrogation de la réforme des retraites, celle-ci pourrait recueillir une majorité. Encore faut-il qu'un gouvernement NFP ait le temps de déposer un tel projet de loi avant l'adoption d'une motion de

●●● *Pages 2 à 4*

Quels ministres assisteront au défilé du 14 juillet aux côtés du Président ?

Photo d'ex-famille

Des ministres du gouvernement Attal vont-ils se défiler ? Sauf nomination d'un nouvel exécutif d'ici dimanche, ils sont attendus par le chef de l'Etat pour assister à la traditionnelle marche militaire du 14 juillet, comme le veut le protocole. Cette perspective ne fait pas qu'amuser les actuels ministres. Elle en agace même certains, qui ne comprennent pas comment, une semaine après la défaite des législatives, ils pourront justifier d'être toujours en poste comme si de rien n'était. « Les Français ont voté pour que l'on parte et dimanche, ils vont tous nous voir à la télé autour du Président. C'est lunaire », s'étonne un membre du gouvernement. « Le Président a pris en quelques heures une décision dont personne n'a compris la logique : dissoudre l'Assemblée après les européennes. Et aujourd'hui, il attend des jours pour prendre la parole alors que la sanction des législatives est claire », s'agace un autre.

Plusieurs ministres font savoir à l'Opinion qu'ils seront présents : Marc Fesneau, Catherine Vautrin, Marie Lebec… Christophe Béchu a, lui, fait le choix de ne pas participer au défilé parisien mais d'assister aux cérémonies depuis sa ville d'Angers, dont il fut maire de 2014 à 2022. La situation est plus complexe pour les ministres battus aux législatives : Stanislas Guerini, Sarah El Haïry, Sabrina Agresti-Roubache, Marie Guévenoux, Fadila Khattabi, Patricia Mirallès et Dominique Faure. La dissolution leur a coûté leur siège et bientôt leur fonction de ministre. Vont-ils s'afficher avec l'artisan de cette grande confusion ?

Ce 14 juillet ne sera définitivement pas comme les autres. Les Champs-Elysées occupés par les installations des Jeux olympiques ne sont pas disponibles. Le défilé aura donc lieu à proximité, avenue Foch, dans un format plus léger, sans, par exemple, les chars d'assaut.

L'Elysée a ouvert les inscriptions au public via son compte X. Avec un peu de chance, une place sera libre à proximité immédiate du président de la République.

Matthieu Deprieck
@mdeprieck

La folle rentrée des députés du NFP


SIPA PRESS

Olivier Faure en lice pour Matignon, les dissidents LFI à l'initiative… Derrière l'aspiration commune à gouverner des dirigeants du Nouveau Front populaire se joue à l'Assemblée nationale une lutte d'influence pour savoir qui du groupe insoumis ou socialiste aura la domination sur l'autre.

Page 4

Voyages en avion : ça va coûter plus cher de s'envoler en l'air !

Carburants durables, fin des quotas gratuits sur le marché du carbone : les coûts des compagnies européennes augmentent *Page 5*

Keir Starmer, un allié de choix pour Emmanuel Macron ?

Le nouveau Premier ministre britannique a été très clair sur ses intentions de relancer les relations avec l'UE et la France *Page 7*

Les trois hommes que Trump envisage comme numéro deux

L'ex-président a une semaine pour désigner son potentiel vice-président, alors que le maintien de Biden est très incertain *Page 7*

M 00118 - 710 - F: 3,00 €

La gauche à Matignon : des mesures inapplicables



SIPA PRESS

« Dès cet été, les mesures prévues par ce programme peuvent être prises par décret, sans vote », affirme **Jean-Luc Mélenchon**.

| | | *Suite de la page 1*

censure… Le NFP pourrait en revanche augmenter, comme il s'y est engagé, le minimum vieillesse et la pension minimale pour une carrière complète sans passer par la loi.

De telles mesures et l'annulation de la réforme Macron « auraient un coût colossal pour les finances publiques, en termes de hausse des dépenses et de moindres rentrées fiscales liées à la baisse de la durée de la vie active, alerte le président du Conseil d'orientation des retraites, l'économiste Gilbert Cette. Cette baisse réduirait l'emploi et donc le niveau de vie moyen du pays. »

La hausse du salaire minimum à 1 600 euros, elle, est bel et bien possible par décret puisque c'est un décret annuel, pris en fin d'année, qui permet de revaloriser le smic au-delà de la règle d'indexation automatique sur l'inflation. Mais ce texte est adopté en Conseil des ministres. A ce titre, il est signé par le président de la République lui-même. Pour augmenter le smic, le NFP devrait donc lui aussi recueillir la signature du chef de l'Etat.

C'est la « jurisprudence Meyet » du Conseil d'Etat, revue en 1994, souligne un constitutionnaliste : un décret signé par le chef de l'Etat ne peut être modifié ou annulé que par un décret en Conseil des ministres signé par le Président.

S'il arrive au pouvoir, le NFP promet aussi la hausse du point d'indice des fonctionnaires de 10 %. Une mesure qui peut être entérinée par décret mais coûterait plus de 20 milliards par an en année pleine

Sauf si ce décret spécifie le contraire, ce qui n'est pas le cas. Emmanuel Macron pourrait refuser de le faire, au nom de l'intérêt du pays, même si cela pourrait se révéler politiquement délicat.

Contradiction. Il faut dire que l'augmentation du smic de 14%, aurait pour conséquence de détruire des emplois à cause de la hausse du coût du travail qu'elle génère. Economiste à l'Observatoire des conjonctures économiques (OFCE), Eric Heyer, peu soupçonnable d'être de droite, a évalué ces destructions d'emplois à 29 000.

Un chiffre qui peut paraître très faible. Mais cette évaluation tient compte d'un effet collatéral : en augmentant le smic, le NFP va faire gonfler les allègements de cotisations patronales puisqu'ils atteignent leur niveau maximum au niveau du smic. Professeur à Sciences Po, l'économiste Stéphane Carcillo, spécialiste du marché du travail, nous révèle la facture pour les finances publiques : elle atteindrait 20 milliards d'euros par an !

Or, c'est précisément ces allègements de charges qui limiteraient les destructions d'emplois liées à la hausse du smic. On n'est pas à une contradiction près puisque le NFP passe son temps à dénoncer les « 160 milliards de d'aides aux entreprises » ! S'il décidait de bloquer ces allègements au niveau actuel, les destructions d'emplois seraient beaucoup plus massives. Selon Eric Heyer, elles gonfleraient à 180 000, même en tenant compte de l'effet relance de la consommation !

Voilà pourquoi le directeur principal de l'OFCE, Xavier Timbeau, a qualifié cette mesure de « folie » sur BFM-Business. « L'augmentation du smic va augmenter la pauvreté parce que des gens fragiles vont perdre leur emploi, alerte Gilbert Cette. Elle va tasser encore davantage la hiérarchie des salaires en créant de la frustration pour les gens qui seront rattrapés par le salaire minimum. »

Blocage. Le NFP prétend par ailleurs bloquer par décret les prix des biens de première nécessité dans l'alimentation, l'énergie et les carburants. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Pour l'énergie, cela supposerait de compenser la différence auprès des producteurs et fournisseurs – comme le gouvernement avait dû le faire lors de l'instauration des boucliers tarifaires. Coûteux et démagogique alors que les prix de l'électricité vont baisser tout seuls d'au moins 15% à partir de février 2025.

Pour ce qui est de l'alimentation, le blocage promis devrait rester au rayon promesses, même si le Code du commerce prévoit des exceptions au principe général de libre fixation des prix à l'article L410-2. « Contre des hausses ou des baisses excessives de prix », le gouvernement peut décider « des mesures temporaires motivées par une situation de crise, des circonstances exceptionnelles, une calamité publique ou une situation manifestement anormale du marché dans un secteur déterminé. »

C'est ce qui avait permis de bloquer le prix du gel hydroalcoolique pendant la Covid. La période maximale est de six mois. Mais ces « circonstances exceptionnelles » ne sont plus réunies, puisque la vague d'inflation est terminée. Les prix de l'alimentation ont même engagé une légère décrue. Leur haut niveau découle de mécanismes économiques classiques, pas d'une situation exceptionnelle décrite par la loi.

C'est sans doute mieux ainsi. Le blocage des prix, la Hongrie s'y est risquée, début 2023. Viktor Orban pensait contribuer à juguler l'inflation en gelant les tarifs de la farine, du sucre et des pommes. Il a obtenu… des pénuries.

S'il arrive au pouvoir, le NFP promet aussi la hausse du point d'indice des fonctionnaires de 10%. Une mesure qui peut être entérinée par décret mais coûterait plus de 20 milliards par an en année pleine.

Parmi les mesures d'urgence censées marquer « la rupture » avec le gouvernement actuel, le Nouveau Front populaire compte aussi augmenter les aides personnelles au logement (APL) de 10%. Juridiquement, un simple décret suffit aussi à acter cette hausse, comme l'affirme l'Institut Montaigne. Mais, cette dépense grèverait encore davantage le budget de l'Etat, qui participe largement au financement du Fonds national d'aide au logement (FNAL), l'organisme public qui distribue ces allocations via les Caisses d'allocation familiales. La facture atteindrait 1,7 milliard par an.

En face de toutes ces dépenses, le choc fiscal massif sur les riches du NFP n'a presque aucune chance de voir le jour dans un projet de loi de finances (même rectificatif). Il y a en effet fort à parier que le gouvernement de l'union des partis de gauche sera renversé par le reste de l'Assemblée après avoir tenté de les imposer par 49.3. On se retrouverait avec un trou béant dans les finances au moment où le déficit atteint déjà 5,5% du PIB et menace de faire s'envoler la dette publique. Les ménages et les entreprises seraient également impactés par l'augmentation des taux d'intérêt. « La sanction de marché serait colossale, alerte Gilbert Cette. Le syndrome Liz Truss [l'éphémère Première ministre britannique qui avait voulu baisser massivement les impôts sur les plus aisés] pourrait nous frapper. »

@emma_ducros
@mvignaud

La macronie menace de censurer un gouvernement de gauche…

QUELLE SERAIT LA DURÉE de vie d'un gouvernement de gauche ? Les macronistes jurent avoir la réponse : « aucune ».

Le camp présidentiel compte y veiller. Dès lundi, l'aile droite de la majorité sortante a prévenu de son opposition ferme à un exécutif issu du Nouveau Front populaire. Le sujet avait été évoqué lors d'un déjeuner organisé par Gérald Darmanin auquel participaient une trentaine de ses soutiens.

Le seuil de tolérance de ces élus les moins centristes a rapidement atteint le degré zéro. D'abord la ligne rouge concernait, pour des élus comme Benjamin Haddad ou Maud Bregeon, la présence de ministres insoumis. Elle s'est ensuite étendue pour certains aux écologistes, jugés trop proches de leurs voisins mélenchonistes. Puis aux socialistes qui seraient restés silencieux face aux dérives antisémites de leurs alliés.

Point d'entente. Comme il ne restait plus grand monde, les parlementaires se sont finalement résolus à trouver un point d'entente autour du « ni-ni ». Ni LFI, ni Rassemblement national. Tout gouvernement embarquant des personnalités de l'un ou l'autre de ces deux camps ouvrirait donc la voie à une motion de censure soutenue par l'ensemble de Renaissance. Cela autoriserait son dépôt – il faut 58 signatures – mais pas forcément son adoption, qui nécessite la majorité absolue de l'hémicycle.

Cette menace de faire chuter un gouvernement NFP renvoie à plusieurs stratégies.

Pour l'aile droite, il s'agit d'affirmer son opposition frontale à la gauche. Les macronistes issus des Républicains sont sortis des élections législatives avec la ferme intention de tuer le « en même temps » et déplacer le centre de gravité de Renaissance de leur côté, pour retrouver à terme un clivage plus traditionnel. « On serait irresponsable de laisser les Insoumis accéder au pouvoir. Vis-à-vis de notre électorat, ce serait inaudible », fait aussi valoir le député Renaissance Pierre Cazeneuve. Une autre partie de la majorité sortante cherche à dissuader socialistes et écologistes « raisonnables » d'aller au bout de leur projet commun avec les Insoumis. Celle-ci imagine qu'en promettant la censure du gouvernement NFP dès aujourd'hui, une fraction de la gauche pourrait prêter une oreille aux macronistes volontaires. Ce n'est pour l'instant pas le cas, observe un conseiller ministériel : « Marine Tondelier, pourtant très ouverte au dialogue dans l'entre-deux tours, n'accepte plus la discussion aujourd'hui. »

Modérés. Enfin pour l'aile gauche, qui rêve de fracturer le Nouveau Front populaire, un échec de cet exécutif permettrait de « libérer » les socialistes, et ainsi bâtir avec eux une coalition composée de gens « modérés ».

Là surgit une nouvelle question : faut-il nécessairement laisser le NFP aller au bout de sa démarche, enregistrer un échec pour ensuite passer à la construction d'une coalition alternative ? C'est l'avis de nombreux macronistes qui notent qu'empêcher la nomination d'un Premier ministre issu de la gauche relèverait de l'anomalie démocratique. « La France n'est pas assez mature pour une coalition. Il faut en passer par là pour atteindre l'étape suivante », juge un cadre Renaissance.

Le conseiller ministériel cité plus haut relève pourtant un obstacle à ce scénario : même en cas de censure, ce gouvernement NFP pourrait rester aux affaires en gérant les affaires courantes le temps qu'émerge une nouvelle majorité. Cela pourrait durer des semaines, prévient ce conseiller qui rappelle : « Tout gouvernement fait devra être défait. » L'un n'est pas plus simple que l'autre.

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck
@DinahCohen
@mdeprieck

…mais le Rassemblement national masque son jeu

APRÈS LA GUEULE DE BOIS électorale de dimanche, les lepénistes feront leur rentrée, tous fringants, ce mercredi matin au Palais-Bourbon. Défileront devant eux les élus du Nouveau Front populaire (NFP), en pleine bataille pour désigner leur candidat pour Matignon, dont rêvait depuis des mois Jordan Bardella. Le RN et ses alliés ciottistes, forts de leur position de premier groupe, se vengeront-ils en renversant dès que possible un gouvernement composé par la gauche ? Fidèle à son habitude, l'état-major du RN maintient le suspense pour déstabiliser ses adversaires.

« Nous serons une opposition responsable comme nous l'avons toujours été », a martelé dès dimanche soir le secrétaire général du groupe, Renaud Labaye. Le RN ne censure qu'en cas de « motif de censure », abonde un cadre. Ainsi, la formation d'extrême droite n'a pas déposé de motion contre Gabriel Attal après son discours de politique générale fin janvier. Mais elle ne s'en est pas privée, début juin, pour dénoncer des prévisions de déficit « insincères » et un déficit « sous-évalué ».

Bazar. Cela ne signifie pas qu'ils renonceront à cet outil pour autant. « Un gouvernement fondé sur un quart des suffrages est inacceptable », insiste Jean-Philippe Tanguy. « On votera les motions de censure pour faire tomber le gouvernement de Monsieur Coquerel s'il devait y avoir un gouvernement avec Jean-Luc Mélenchon », a de son côté indiqué Laure Lavalette, lundi sur BFM TV, à l'instar des macronistes qui refusent tout RN ou insoumis au gouvernement. Marine Le Pen aura le dernier mot.

Quid de l'abrogation de la réforme des retraites ? « Bien sûr, on votera pour l'abrogation », a assuré Laure Lavalette, bien que la méthode soit encore floue. En visioconférence lundi, les députés se sont vus confirmer les règles : voter ce qui va dans le bon sens, ne pas mettre le bazar, poursuivre la stratégie de la cravate.

« Sur tout ce qui concerne le pouvoir d'achat, il nous faudra faire attention », admet un lieutenant RN, bien conscient que la gauche les accusera de trahison si les lepénistes s'opposent à des mesures en invoquant la situation budgétaire du pays, dans la droite ligne de leur campagne. La revalorisation du Smic à 1 600 euros net résonne ainsi comme un piège. « Nos électeurs sont intelligents, on leur expliquera que c'est une usine à gaz comparé à notre proposition », ajoute le même. Parmi les points que le RN pourrait concéder figurent la gratuité des premiers mètres cubes d'eau et kilowattheures.

« Ce serait une confrontation sans concession », avertit Jean-Philippe Tanguy, pointant la question de la répartition des postes. « Le RN ne doit occuper aucun poste de dirigeant au sein de cette Assemblée », a soutenu mardi la cheffe de file des écologistes, Cyrielle Chatelain, comme en 2022. Les macronistes, divisés sur le sujet, en discuteront ce mercredi en réunion de groupe. « On a prévu le coup », avertit un cadre, prêt à user de la menace. Le gouvernement n'est pas encore nommé que le ton est donné.

Nina Jackowski
@Nina_Jacks



SIPA PRESS

Le RN de **Marine Le Pen** tentera-t-il de faire tomber un gouvernement de gauche dès que l'occasion se présentera ?

La gauche à Matignon : des mesures inapplicables

Le monde agricole entre inquiétude et colère

DANS LES DEUX-SÈVRES, un collectif agricole incluant la Chambre d'agriculture, les syndicats majoritaires et des coopératives d'irrigants a adressé, le 4 juillet, un courrier aux maires du département. Il est intitulé « Appel solennel aux élus et citoyens des Deux-Sèvres : refusons ensemble le chaos annoncé par le mouvement "stop mégabassines" ! ». Tous s'inquiètent de l'installation par les activistes, du 16 au 21 juillet, d'un « Village de l'eau » à Melles, à 15 km de Sainte-Soline.

Pour les agriculteurs, comme en mars 2023, cela ne peut que dégénérer de nouveau. Ils en veulent pour preuve les propos tenus par les organisateurs de la manifestation dans *La Nouvelle République* : « Nous allons cibler et visibiliser les bassines et le complexe agro-industriel [...]. Il y aura des actions de désobéissance civile, soit des blocages, soit des occupations, soit des actions de désarmement, c'est-à-dire des actions de démantèlement d'infrastructures néfastes. »

La victoire relative du NFP a ravivé l'inquiétude. « Tout est annoncé, se désole François Pétorin, un agriculteur des membres de la Coop de l'Eau 79, cosignataire de l'appel. Ce ne sont pas des Bisounours. Avec le retour au premier plan de personnalités du NFP opposées au stockage de l'eau, comme Marine Tondelier, les casseurs sont en confiance. Nous craignons que tout soit ruiné : les avancées en justice pour la validation des projets des derniers mois, le climat un peu plus favorable à l'adaptation au changement climatique par le stockage, impulsé par le gouvernement. »

Moratoire. Un exemple de cette Agriculture française qui se sent mise en risque par la nouvelle donne politique. Le NFP lui promet moratoire sur les bassines, interdictions de pesticides, décroissance des productions, obstacles pour l'agriculture non-bio et reprise en main des terres et de l'eau. « La fracture entre les ruraux et les urbains qui les prennent de haut a alimenté la montée du RN. Et le NFP veut nous faire avaler encore plus de recettes hors sol ? On n'a pas fait barrage pour ça. Ils n'ont rien compris ! », s'emporte un agriculteur du Nord.

Les responsables agricoles s'inquiètent aussi de tous les dossiers laissés en plan. Les grandes manifestations ont ouvert des chantiers. Ils avançaient, insuffisamment vite à leur goût, mais il y avait du travail de fait. Qui le reprendra ? Pour en faire quoi ? La loi agricole adoptée en première lecture est coincée au Sénat, maintenant. Les dossiers phytosanitaires sont en attente, notamment la recherche d'alternatives.

Le sujet de la compétitivité, à peine effleuré, semble mort avec la perspective d'une hausse du smic à 1 600 euros

La simplification administrative, c'est pareil. Le sujet de la compétitivité, à peine effleuré, semble mort avec la perspective d'une hausse du smic à 1 600 euros. « Elle aurait des conséquences terribles pour le maraîchage, les cueillettes de fruit, où les salaires représentent la principale composante du coût, et qui souffrent déjà de handicaps de compétitivité, ce serait un désastre. Une prime donnée à l'agriculture espagnole, marocaine », détaille Arnaud Rousseau, le patron de la FNSEA.

Et quid des sujets européens, comme les nouvelles technologies de sélection variétale, la nouvelle façon d'envisager la stratégie Farm to fork, avec un souci de produire plus et mieux ? « Qui défendra l'agriculture française à Bruxelles ? Nous avons l'impression que les soucis exprimés par les agriculteurs, dont tout le monde s'accordait, il y a quelques mois, à reconnaître qu'ils étaient majeurs, sont de nouveau méprisés », regrette Arnaud Rousseau. Et pire : que le sort de l'agriculture soit décidé sans elle. Plus personne n'exclut une résurgence de la crise agricole à l'automne.

Emmanuelle Ducros
@emma_ducros

« Refuser par principe de discuter serait une erreur fondamentale »

DANS LA 4E CIRCONSCRIPTION de l'Eure, le député socialiste Philippe Brun est parvenu à conserver son siège avec 52,8% des voix face au candidat RN sur un territoire où Jordan Bardella avait été plébiscité par plus de 42% des électeurs aux européennes.

Quand on aspire à gouverner avec une majorité aussi relative que celle du NFP (182 sièges), peut-on revendiquer l'application de son programme stricto sensu ?

D'évidence non. Il y aura nécessairement des concessions à faire, sans qu'elles soient le signe d'une quelconque compromission avec la majorité sortante. Refuser par principe de discuter en vue de la création d'une coalition serait une erreur fondamentale qui conduirait à l'échec d'un gouvernement du Nouveau Front populaire (NFP). Il y a un autre écueil à éviter : les Français ont exprimé une réelle volonté de rupture avec les politiques conduites depuis le début du septennat d'Emmanuel Macron. Or, plus les jours passent et plus les macronistes s'enferment dans le déni de leur défaite. S'ils acceptent le principe d'une ouverture, il y a un espace pour un gouvernement d'union républicaine ou de salut public, avec pour base de départ les principales mesures du programme du NFP.


SIPA PRESS
« Il y a un espace pour un gouvernement d'union républicaine ou de salut public », estime le député **Philippe Brun** (PS).

Quelles seraient vos priorités ?

D'abord, la question de la rémunération de la valeur travail. Branche par branche, des conférences salariales doivent avoir lieu pour permettre des augmentations de salaires, au-delà de l'augmentation du smic à 1 600 euros. Là aussi, il doit y avoir des marges de négociation pour tenir compte des réticences exprimées par les entrepreneurs des TPE-PME. Il y a une caisse de compensation prévue pour eux, on peut discuter de ses financements.

Autre priorité qui pourrait fédérer largement au sein d'une coalition : le réinvestissement dans nos services publics. Il est urgent de rebâtir une école publique dans laquelle l'ascenseur social fonctionne, de sauver l'hôpital public et de débureaucratiser notre administration.

D'autre part, la défense de la souveraineté industrielle et alimentaire doit être au cœur de l'agenda du NFP. Des aides ont été accordées sans contrepartie aux grandes entreprises, cela ne peut plus durer. Il faut relocaliser les cinquante productions critiques qui nous font défaut aujourd'hui. Dans le même ordre d'idées, il faut suspendre le mécanisme européen de fixation des prix de l'électricité qui asphyxie l'industrie française.

Avec 10,1 millions de voix pour le RN au second tour, n'y a-t-il pas un décalage croissant entre une France qui vire à droite, voire l'extrême droite, et un projet très à gauche ?

Je ressens surtout un décalage entre les discours des états-majors et l'état d'esprit du pays. Le peuple français est bien plus mûr à l'idée d'une coalition que ses dirigeants. La réalité, c'est qu'il n'y a que des minorités à l'Assemblée et qu'il faudra un gouvernement stable. Le maintien de Gabriel Attal ne peut pas durer éternellement.

« Le peuple français est bien plus mûr à l'idée d'une coalition que ses dirigeants »

Non seulement il faudra des voies de passages du côté du bloc central, mais regardons aussi du côté des gaullistes sociaux chez LR. Economiquement, je me sens plus proche d'Olivier Marleix et Aurélien Pradié que d'Elisabeth Borne. Sur les retraites, la plupart des LR « survivants » seront des alliés pour la suppression de la mesure d'âge à 64 ans, eux qui ont pour beaucoup voté contre la réforme Macron.

Sur l'immigration et l'insécurité, il y a de vives préoccupations qui expliquent en grande partie la progression du RN. N'y a-t-il pas un angle mort à gauche sur ces sujets ?

La gauche peut et doit apporter des solutions dans le domaine régalien. Il n'y a pas besoin d'une nouvelle loi immigration, il faut commencer par mieux appliquer la législation existante. Cela suppose de cesser le harcèlement des travailleurs sans-papiers pour se concentrer sur l'expulsion des étrangers clandestins ayant commis des troubles à l'ordre public. En matière de délinquance, il faut développer des peines alternatives comme les travaux d'intérêt général, car il y a encore trop de classements sans suite donnant un sentiment d'injustice aux Français.

Interview Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff

L'Allemagne serre la vis sur les minima sociaux

C'EST LA PETITE MUSIQUE depuis l'hiver dernier en Allemagne : les minima sociaux, appelés Bürgergeld, seraient trop généreux. Le débat, poussé par la droite, a fait suite à une revalorisation automatique, supérieure à l'inflation en 2024, calquée sur l'envolée des produits alimentaires, gros poste de dépenses des allocataires. Des entrepreneurs de secteurs à bas salaires (nettoyage, service à la personne) ont estimé que le niveau des minima sociaux décourageait la reprise d'activité, le travail ne rapportant pas assez par rapport au cumul du Bürgergeld et d'aides annexes (logement, prestations familiales).

Il y a bien eu une petite baisse de la reprise d'activité des allocataires en 2023 mais les experts de l'institut de recherche de l'Agence fédérale pour l'emploi se gardent bien de tirer toute conclusion hâtive en raison de la récession. « Les chances d'être embauché ont diminué de manière générale », pointent-ils dans une note publiée en mars dernier. Néanmoins, le débat public a généré un sentiment d'injustice, reflété dans différents sondages, ce qui a conduit sociaux-démocrates du SPD, écologistes et libéraux à réagir en parallèle de l'accord sur le budget 2025 la semaine dernière.

Avec cette réforme, le SPD d'Olaf Scholz prend un risque. A travers le Bürgergeld, le parti voulait tourner la page de la sévérité des lois Harz IV qui lui a valu la défiance d'une large partie des classes populaires

Une autre raison est à chercher du côté des coûts du Bürgergeld alors que le pays vit une période budgétaire délicate. L'an dernier, l'enveloppe prévue a été dépassée de 3 milliards d'euros. Avec la prise en charge de l'hébergement et la hausse du montant des allocations, on devrait atteindre, au total, la barre des 40 milliards d'euros en 2024. L'un des facteurs de cette envolée, avec la récession, est l'éligibilité de plus de 720 000 réfugiés ukrainiens.

Effets de seuil. La coalition d'Olaf Scholz propose de serrer la vis pour accélérer le retour en activité et soulager les comptes publics. Elle détricote en partie la réforme de 2022 qui a donné naissance au Bürgergeld. Les allocataires devront accepter des emplois nécessitant jusqu'à trois heures de transport aller-retour (contre 2 h 30 aujourd'hui) et plus fréquemment des boulots d'intérêt général (balayer les parcs, peindre les écoles) qui rapportent 1 euro de l'heure. La période d'exemption de prise en compte du patrimoine est réduite de douze à six mois. Au-delà, l'allocation sera supprimée à ceux ayant plus de 15 000 euros de côté. Il est aussi question de pouvoir de nouveau réduire immédiatement l'aide de 30% en cas de manquement grave, par exemple en cas de refus d'emploi ou de travail au noir. « Avec un tout petit nombre d'infractions, cela ne rapportera pas grand-chose au budget fédéral », tempère Joachim Rock, dirigeant d'une fédération d'acteurs sociaux. Berlin veut aussi agir sur les effets de seuil. Pour la signature d'un contrat d'au moins douze mois, les chômeurs de longue durée percevront une prime qui ne rentrera pas en ligne de compte pour l'aide au logement et certaines prestations familiales.

Avec cette réforme, le SPD d'Olaf Scholz prend un risque. A travers le Bürgergeld, le parti voulait justement tourner la page de la sévérité des lois Harz IV qui lui a valu la défiance d'une large partie des classes populaires.

Luc André (à Berlin)

La menace du RN, argument pour défendre l'indépendance du parquet

PENDANT QUE LE MONDE politique s'agite et s'éparpille, la haute magistrature tente de montrer qu'elle prend du recul et qu'elle est unie. C'est l'image que veulent transmettre ses deux plus hauts représentants, le premier président de la Cour de cassation Christophe Soulard et son procureur général Rémy Heitz, qui présentaient mardi le rapport annuel du Conseil supérieur de la magistrature (CSM).

Le rendez-vous avait été décalé pour laisser passer les élections législatives. Mais « la petite musique » qui monte du CSM, comme du Conseil constitutionnel par la voix de Laurent Fabius ou du Conseil d'Etat par celle de son vice-président, Didier-Roland Tabuteau, est la même : l'Etat de droit est menacé. « L'autorité des décisions et même la légitimité des juridictions nationales et européennes, sont désormais remises en cause », est-il écrit dans le rapport du CSM. Allusion aux coups de boutoir du Rassemblement national et d'une partie des Républicains qui chercheraient à faire du droit et du juge « les ennemis de la démocratie » ?

Divergence. Dans ses écrits, regrettant ce « procès en illégitimité à l'encontre du juge », le CSM se garde, bien évidemment, de personnaliser. Mardi cependant, Christophe Soulard pointe un discours « qui est propagé par d'anciens hauts fonctionnaires, des hommes et femmes politiques de premier plan, des universitaires ». Et constate que le président de la République a mis en garde les auditeurs de justice (élèves magistrats) en février 2024, contre ce « retour des vents mauvais ».

Mais les voies divergent sur les conséquences à en tirer. Le monde judiciaire en prend argument pour défendre l'indépendance du parquet et une réforme qui accorderait aux carrières des parquetiers les mêmes garanties que celles aujourd'hui données aux magistrats du siège. Jusqu'à ce dimanche 7 juillet, la menace d'un pouvoir RN passant outre les avis du CSM pour nommer les procureurs était souvent évoquée. « Il ne faudrait pas qu'un jour, un jour qui peut-être viendra, nous ayons à regretter amèrement de ne pas avoir suffisamment protégé notre démocratie », mettait déjà en garde Rémy Heitz début 2024.

L'indépendance du parquet, antienne maintes fois entonnée, engagée en 2013 par une réforme constitutionnelle jamais aboutie, n'est pas pour aujourd'hui. La défendant en théorie, les exécutifs, de divers bords, l'oublient une fois au pouvoir, refusant de hisser « l'autorité judiciaire » à leur niveau. Avec, parfois, de solides arguments.

Cette année encore, le CSM a défendu la réforme auprès des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat comme des présidents des commissions des lois. Mais, souligne Rémy Heitz, un tel projet suppose « une volonté politique » et « une majorité » au Parlement.

La date de remise du rapport à Emmanuel Macron n'a pas encore été arrêtée par l'Elysée. Le jour venu, l'indépendance du parquet sera un sujet de conversation tout trouvé.

Marie-Amélie Lombard-Latune
@malombard

Olivier Faure en lice, les dissidents LFI à l'initiative... la folle rentrée des députés du Nouveau Front populaire

AU PALAIS-BOURBON, la photo de famille n'a rien d'une formalité. Insoumis et socialistes se savent en compétition pour décrocher la plus importante délégation du Nouveau Front populaire (NFP) à l'Assemblée. De l'étendue de leurs groupes respectifs dépendra l'identité du Premier ministre choisi par l'alliance de la gauche et des écologistes d'ici au début de la semaine prochaine. Il faut donc se compter aujourd'hui pour peser demain.

Du côté de LFI, les départs des dissidents et de leurs affidés ont été bien anticipés par le clan Mélenchon qui revendique 74 députés, en espérant compter des recrues de dernière minute parmi les élus ultramarins. L'écart avec le groupe socialiste se compte désormais sur les doigts d'une main. A la mi-journée, ce mardi, le bras de fer se durcit entre les troupes de Manuel Bompard et celles d'Olivier Faure.

Les socialistes viennent de trouver deux nouveaux arguments pour asseoir leur supériorité : un groupe influent de 64 sénateurs et, plus inattendu, le fait d'avoir récolté 120 000 voix de plus que les candidats insoumis au second tour des législatives. « Ils sont drôles. Ils parlent des voix du second tour en sachant qu'il y a eu des désistements. On avait 19 élus au premier tour. C'est très habile de ne pas les compter, mais pas très convaincant », raille le coordinateur de LFI, Manuel Bompard.

« Pourquoi pas moi ? » « Les mélenchonistes s'accrochent à l'espoir qu'ils seront le premier groupe du NFP. C'est leur seul argument, car ils savent que sinon le PS, le PCF et les écolos rejetteront le principe d'un Premier ministre insoumis », réplique un taulier de la maison rose. Voilà 48 heures que la bataille de Matignon fait rage entre les négociateurs du NFP. A l'inverse d'un Jean-Luc Mélenchon, le seul à ne jamais avoir dit « pourquoi pas moi ? » depuis le début des conciliabules, c'est Olivier Faure.

Pour sa rentrée parlementaire, le Premier secrétaire du PS a décidé de frapper fort, en cessant de taire ses ambitions. « Dans l'histoire du Parti socialiste, toutes celles et ceux qui m'ont précédé dans la fonction que j'occupe aujourd'hui l'ont fait à la fois par sens du devoir et par volonté de servir de pays. J'y suis donc prêt dans les mêmes conditions », a-t-il déclaré devant une nuée de journalistes. Avant d'ajouter un « codicille » destiné à tempérer les ardeurs des insoumis, autant que celles des macronistes : « Je ne suis pas d'accord pour que quiconque impose à qui que ce soit son point de vue ».

« Emmanuel Macron ne peut plus dire que nous n'avons pas de candidat », se félicite Luc Broussy, un fauriste de la première heure. Selon lui, Olivier Faure coche toutes les cases : « il est capable de défendre le programme du NFP tout en étant un homme pragmatique et de dialogue, qualité essentielle quand on n'a qu'une majorité relative ».

Message reçu 5 sur 5 par Jean-Luc Mélenchon, lui aussi en goguette du côté du Palais-Bourbon ce mardi. Même en retrait de l'hémicycle, il est ici chez lui. Et s'agace que le chef de l'Etat n'ait pas encore trouvé son numéro de téléphone. « Macron fait exprès de traîner. C'est lui qui bloque la situation pour garder le pouvoir le plus longtemps possible », accuse l'insoumis en chef.

Est-il aussi venu mettre de l'ordre dans les rangs insoumis ? Une purge est passée par là. Elle a laissé du sang sur les murs de la salle de réunion du groupe LFI. A ses anciens collègues, Alexis Corbière répète : « Si vous ne bougez pas maintenant, vous serez les prochains sur la liste ». Le traitement réservé aux vieux compagnons de route de Jean-Luc Mélenchon n'a fait qu'ajouter aux hésitations intérieures du marais insoumis, sans convaincre les non-alignés de franchir le pas. Ils sont nombreux à être tétanisés par la perspective d'avoir à subir une nouvelle dissolution dans un an. « Nous sommes une majorité silencieuse à ne plus vouloir subir les dommages des bisbilles internes », témoignait le député LFI Loïc Prud'homme à la veille de sa réélection en Gironde.

Alternative. Pour Clémentine Autain et François Ruffin, l'immobilisme n'est plus une option. Ce mardi, ils ont adressé une lettre à la présidente des députés écologistes, Cyrielle Chatelain, et au président des députés communistes André Chassaigne. « Nous aspirons à siéger dans un groupe nouveau, associant des écologistes, des communistes, des membres de Génération.s et nous », écrivent les dissidents de LFI.

Certains imaginent déjà les contours de ce creuset unitaire destiné à déjouer le face-à-face permanent entre LFI et PS. « Ce serait une alternative à l'hégémonie de Jean-Luc Mélenchon qui réunirait des écologistes, des communistes, des dissidents ruffinistes et autinistes par-delà leurs allégeances partisanes », imagine le coordinateur national de Génération.s, Ali Rabeh. Un stratège écologiste se prend déjà à rêver d'un ticket entre François Ruffin et Cyrielle Chatelain à la co-présidence de ce groupe. Pour l'heure, les couteaux sont de sortie côté insoumis : « Quitter un groupe de combat comme LFI pour rejoindre un Liot du pauvre, c'est kamikaze ».

Antoine Oberdorff
@A_Oberdorff


SIPA PRESS

Les députés socialistes élus aux législatives, devant l'Assemblée nationale, ce mardi.

Thérapie collective et règlements de comptes : les macronistes font leur retour

A CEUX QUI NE L'AVAIENT PAS compris, les règles ont changé. Réunis mardi matin pour la première fois depuis la dissolution, les députés - pardon, les survivants - du parti présidentiel ont veillé à faire passer le message.

Règle n°1, n'allez pas dire à un macroniste ce qu'il doit faire. Il vous répondra qu'il a regagné son territoire à la sueur de son front, parfois sans l'aide de personne. Les compteurs sont donc remis à zéro. Il n'y a plus ni ministre, ni responsable de parti, mais des députés mis sur un pied d'égalité. C'est le message qu'a fait passer l'ancien président de la commission des Lois Sacha Houlié, s'agaçant que la parole ait d'abord été donnée à Stéphane Séjourné, Gérald Darmanin ou Franck Riester.

La remarque vaut aussi pour Sylvain Maillard qui, aux yeux de certains, outrepasse son rôle de député en continuant d'agir comme le président du groupe Renaissance qu'il était avant la campagne. « Aujourd'hui, c'est un député-animateur de réunion, rien de plus », cingle un député remonté.

Règle n°2, les macronistes doivent apprendre un concept qui leur est étranger : l'humilité. Le camp présidentiel a perdu, et se comporter comme s'il en était autrement serait un message très mal pris par les Français. Cette attitude aurait dû être adoptée dès la majorité relative décidée par les électeurs en 2022, ont souligné plusieurs parlementaires présents. Attention à ne pas commettre à nouveau les mêmes erreurs.

« Il ne faut surtout pas se planquer et assumer la défaite », insiste en ce sens le député des Hauts-de-Seine Pierre Cazeneuve, malgré sa victoire personnelle dès le premier tour de ces législatives anticipées. « Ce n'est pas une défaite, c'est une branlée », complète son collègue de Moselle, Ludovic Mendes, conscient d'avoir remonté la pente du second tour grâce aux voix de la gauche. Le même ajoute qu'il ne faut pas être « étonné » que le Nouveau Front populaire ne veuille pas faire de concessions sur son propre programme. « On a fait exactement la même chose pendant deux ans », observe-t-il.

Règle n°3, l'unité, oui, mais la liberté d'abord. La dissolution d'Emmanuel Macron est dans toutes les têtes et laissera sans aucun doute des traces indélébiles. Très ému, Guillaume Gouffier-Valente, réélu dans le Val-de-Marne, a assuré devant ses collègues qu'il n'était, pour l'heure, « pas en état de pardonner » au chef de l'Etat cette décision. Beaucoup ont aussi parlé de « colère » et insisté sur le besoin d'autonomie qu'elle entraîne.Nombre d'élus ne se sont pas encore officiellement rattachés au groupe Renaissance. « Je veux être apparenté pour être le plus libre possible », a d'ailleurs affirmé Ludovic Mendes. Sacha Houlié poursuit de son côté son entreprise de création d'un groupe « passerelle » entre la gauche modérée et le bloc central, sans savoir encore s'il pourra compter sur les 15 élus nécessaires. D'autres réfléchissent à rejoindre le groupe Modem, dont l'organisation est supposée moins verticale.

« Certains parlent encore d'un accord avec les LR, mais qu'ils se cassent ! Cela fait deux ans qu'ils nous prennent pour des cons. L'aile droite contre le reste du groupe, c'est fini »

Fiables. Règle n°4, la droite n'est plus une alliée. Elle ne l'a d'ailleurs jamais été, comme les parlementaires ont tenu à le rappeler à leurs collègues qui se tournent encore vers ce côté-là de l'Hémicycle. A l'instar d'Aurore Bergé, appelant son groupe à bâtir une coalition uniquement avec Les Républicains. « On ne peut pas se remettre dans la main d'un seul parti comme ça a été le cas depuis deux ans, on a bien vu qu'ils n'étaient pas fiables et nous faisaient danser », estime une ministre aussi réélue députée.

« Certains parlent encore d'un accord avec les LR, mais qu'ils se cassent ! Cela fait deux ans qu'ils nous prennent pour des cons. L'aile droite contre le reste du groupe, c'est fini », s'emporte un autre élu. A ce stade, la ligne générale penche plutôt vers la construction d'une offre composée de plusieurs forces, de la gauche raisonnable à la droite républicaine.

Mercredi, les députés du camp présidentiel se réuniront à nouveau pour poursuivre ces discussions. Les sujets à aborder sont nombreux. Les motifs de rancœur aussi.

Dinah Cohen
@DinahCohen

Le retour en grâce des partenaires sociaux

DEPUIS DIMANCHE, la majorité relative à l'Assemblée nationale est encore plus relative qu'avant. Le risque d'aboutir à un Parlement bloqué n'est pas loin. Et pour les syndicats et le patronat, c'est une occasion en or.

« Il est certain qu'ils ont une carte à jouer, analyse l'ancien conseiller social d'Edouard Philippe, Franck Morel. Quel que soit le scénario, l'exécutif sera plus faible : il sera soit dans une majorité relative assez basse et donc soumise aux aléas de censure, soit dans une coalition assez large qui pourra, là aussi, difficilement faire des choix clivants. Dans ce cadre, les accords passés entre partenaires sociaux seront difficilement démontables. »

Les principaux intéressés, eux, sont dans les starting blocks. « Quand le nouveau gouvernement sera mis en place, nous plaiderons pour une place renouvelée et renforcée du dialogue social dans notre pays », avance Yvan Ricordeau, le numéro deux de la CFDT. « Il serait aberrant et irresponsable de ne pas redonner tout son poids aux partenaires sociaux », abonde Cyril Chabanier, à la tête de la CFTC.

Inspiration. Même son de cloche côté patronal. Le président de la Confédération des PME, François Asselin, juge que « c'est le moment de prouver qu'on sait faire des choses paisiblement » quand son homologue de l'U2P Michel Picon renchérit : « Dans la période que nous traversons, les partenaires sociaux ont toute leur place. Ils doivent inspirer les politiques ».

Ils n'attendaient que ça, après des années de relations conflictuelles avec l'Elysée. « L'ensemble des partenaires sociaux sont frustrés. Au fond, ils trouvent que le gouvernement décide trop. Donc, logiquement, le dialogue social a encore de beaux jours devant lui », prédit Raymond Soubie, ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy et président d'Alixio. Dans ce contexte, « une grande conférence sociale est utile en soi, mais ce serait aussi un coup politique ».

La nouvelle donne politique pourrait changer le rapport de force entre le patronat et les syndicats

Certains sujets arriveront sans doute vite sur la table, comme l'augmentation du smic à 1 600 euros ou la détermination des règles de l'assurance-chômage puisqu'elles expireront fin juillet. Pour compléter la liste, les idées ne manquent pas : la simplification des normes imposées aux entreprises, le partage de la valeur, les freins à l'emploi comme le logement et les transports, la transition écologique...

Le sort de la réforme des retraites pourrait aussi leur tomber entre les mains. Encore faut-il réussir à se mettre d'accord. « Est-ce que nous, partenaires sociaux, sommes capables de redresser la barre quand certains n'attendent que l'abrogation de la réforme, alors même que l'équation démographique est impossible ? », s'interroge François Asselin.

D'autant que, avant que la dissolution ne vienne tout chambouler, les partenaires sociaux se remettaient à peine d'un douloureux échec : leurs pourparlers sur l'assurance-chômage, les reconversions processionnelles ou encore le Compte épargne-temps universel (Cetu) sont tombés à l'eau. Syndicats et patronat se sont tour à tour rejeté la faute, tandis que le camp patronal se déchirait sur les suites à donner au Cetu.

La nouvelle donne politique pourrait changer le rapport de force entre le patronat et les syndicats. « Les syndicats vont profiter du mouvement en faveur de la gauche, relatif mais réel, et du programme du NFP qui est très social, pour pousser leurs pions. Je pense que cela va susciter une vraie dynamique chez les syndicats », analyse Raymond Soubie. « Oui, cela bouge les lignes et les curseurs, reconnaît Yvan Ricordeau. L'enjeu sera d'être au niveau sur ces questions sociales concrètes ».

Sarah Spitz
@sarah_spritz

Carburants durables, fin des quotas gratuits sur le marché du carbone... Les frais des compagnies européennes sont à la hausse avec des répercussions sur les prix des billets

Voyages en avion : ça va coûter plus cher de s'envoler en l'air !

Encore plus haut

Des billets d'avion jusqu'à 72 euros plus chers. C'est la dernière annonce que vient de faire la compagnie allemande Lufthansa, le premier groupe aérien d'Europe.

Irène Inchauspé et Muriel Motte

POUR CEUX qui optent pour une compagnie aérienne européenne, voyager va coûter plus cher. Lufthansa vient d'annoncer qu'à partir du 1er janvier prochain, le prix de ses billets pour un départ du Vieux continent sera majoré de 1 à 72 euros. « Le groupe ne sera pas en mesure de supporter seul les coûts supplémentaires croissants résultants des exigences réglementaires dans les années à venir. Une partie de ces coûts prévus pour l'année 2025 doit désormais être couverte par une surtaxe environnementale », explique la compagnie dans un communiqué publié le 25 juin.

« Le carburant représente 20 % des coûts d'une compagnie comme Air France. Pour une low cost, comme Ryanair, c'est 40 %. A chacune d'elle de décider comment les répercuter dans leur modèle économique »

Depuis 2023, les compagnies européennes doivent en effet intégrer une fraction (1%) de carburant durable, SAF (Sustainable aviation fuel), dans les réservoirs de leurs avions. La législation, Refuel EU, organise la montée en puissance du SAF : 2% en 2025, 6% en 2030, puis 20% en 2035, jusqu'à 70% en 2050. Problème, ce carburant issu de biomasse est trois à quatre fois plus onéreux à produire que le kérosène, a rappelé le PDG de TotalEnergies Patrick Pouyanné aux Rencontres économiques d'Aix. « Et l'Europe nous demande de produire du e-fuel très pur, qui coûte huit à dix fois plus cher... », a-t-il ajouté.

Lufthansa – qui répercute aussi la fin des quotas gratuits sur le marché européen du carbone – n'est pas seul à faire payer à ses clients une partie du coût de la transition énergétique. Depuis 2022, Air France intègre dans le tarif de tous ses billets une contribution à l'achat de carburant d'aviation durable. Comprise entre 1,5 et 24 euros, elle varie fonction de la durée du vol et de la classe de voyage. La compagnie utilise déjà 2% de SAF, ce qui entraîne un surcoût de 200 millions d'euros, a précisé à Aix, sa directrice générale, Anne Rigail. En rappelant son ambition de faire mieux que la réglementation, avec 10% de SAF dès 2030. Cela se verra dans ses comptes : le surcoût pour Air France à cette date dépasserait le milliard d'euros par an, précise l'entreprise.

Concurrence. « Le carburant représente 20% des coûts d'une compagnie comme Air France. Pour une low cost, comme Ryanair par exemple, c'est 40%. A chacune d'entre elles de décider comment les répercuter dans leur modèle économique, commente Julien Joly, spécialiste Transport au sein du cabinet Wavestone. Entre la pénurie de pilotes, la hausse générale des salaires et la transition énergétique, toute la structure de coûts est à la hausse dans l'aérien. Sans parler des nouvelles technologies. Les nouveaux avions, notamment à hydrogène, seront plus chers. »

De fait, « voler va coûter plus cher », résume Luis Gallego, le président de British Airways, Dans un entretien au *Financial Times*, il a déploré la rigueur du Vieux continent. Oui, il faut décarboner mais « nous devons le faire de manière harmonisée dans le monde pour ne pas porter préjudice à l'aviation européenne », a-t-il soutenu. Dans un secteur aérien hyperconcurrentiel, où le prix du billet reste le déterminant majeur, « voler plus vert » risque de ne pas être un levier déterminant pour les compagnies vertueuses qui redoutent l'attrait de leurs concurrentes turques, américaines ou du Moyen-Orient. « Il existe déjà d'énormes distorsions de concurrence. Emirates, par exemple, paye son kérosène bien moins cher que les autres, dans des proportions qui n'ont rien à voir avec l'impact de la hausse du prix du SAF », juge Nicolas Meunier. Le responsable du pôle Transport du cabinet Carbone estime que, compte tenu du poids du carburant dans la structure totale des coûts, incorporer 10% de SAF se traduirait par une hausse d'environ 5% du coût par passager alors que le prix des billets a baissé de 70% depuis 1998 selon la fédération des compagnies aériennes IATA. « Seuls 15% des voyageurs, aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest, représentent 70% des voyages, cela ne va pas changer grand-chose en termes de démocratisation du transport aérien ».


SIPA PRESS

Lufthansa n'est pas la seule compagnie à répercuter à ses clients une partie du coût de la transition énergétique.

Eco-pilotage. Il existe aussi d'autres moyens de décarboner l'aérien. Air France, par exemple, investit chaque année plus d'un milliard d'euros dans le renouvellement de sa flotte. Des avions de dernière génération, Airbus A350 et A220, permettent de réduire de 20 à 25% la consommation de carburant. « A horizon 2030, notre flotte sera composée à 80% d'avions de nouvelle génération, contre 21% actuellement et 45% fin 2025 », précise la compagnie. Autre technique, encore moins coûteuse : l'éco-pilotage, qui repose sur des trajectoires plus directes. Il permet d'économiser 4 à 5% de carburant.

Le gouvernement (avant dissolution) avait décidé d'accompagner les compagnies dans leur transition écologique. « Nous pouvons être leader dans la décarbonation et baisser de manière substantielle les émissions », avait déclaré le chef de l'Etat lors de sa visite chez le motoriste Safran, en Seine et Marne, le 16 juin 2023. Sur la période 2024-2030, Emmanuel Macron avait prévu de débloquer 300 millions d'euros chaque année pour parvenir à un « avion vert » européen, avec pour objectif de le faire voler « de façon totalement écologique », que ce soit avec des SAF, de l'hydrogène ou de l'électricité.

« Nous allons réussir cette bataille de la décarbonation par l'innovation, c'est-à-dire en améliorant les moteurs... En faisant en sorte qu'ils consomment moins ou qu'ils aient une meilleure performance à consommation égale », avait aussi promis le chef d'Etat. Il annonçait pour cela 200 millions d'euros. La même somme était prévue pour favoriser le développement des petits avions électriques ou à hydrogène. Des financements qui devraient réduire les coûts de la transition pour les compagnies et leurs clients... S'ils sont vraiment débloqués.

@iinchauspe
@murielmotte

Calme, luxe et volupté De l'art de bien vivre en été

La chronique de Emmanuelle Sidem



Alors que l'été pointe enfin son nez, la question de l'art de vivre devient un sujet d'actualité. D'abord en raison de l'exacerbation des écarts de richesse entre pays, de l'écrasement des classes moyennes et de la menace de déclassement pour nombre de personnes.

En raison ensuite de l'accroissement de la compétition entre les Etats-Unis et la Chine, entre l'Occident et les « Etats du Sud », l'un des enjeux étant l'avenir du mode de vie occidental. Rencontre de deux mondes, de deux systèmes économiques, politiques, sociaux, culturels, idéologiques... Un troisième élément qui place l'art de vivre au cœur des débats, est celui de la défense de la planète, pensée en termes de décroissance par certains.

Face à cette opposition de modes de vie, le luxe ne saurait rester indifférent. Mieux, il doit porter haut sa contribution par la mise en avant de l'art de vivre qui lui est propre, fait de qualité, d'excellence, de culture, de tradition... Bref, d'humanité. Parce que, loin de se faire l'apôtre d'un mode de vie ou d'un autre, l'Art de vivre est la manière de faire communauté, de vivre ensemble, d'ajouter de la vie au simple fait d'exister. C'est rendre l'existence plus riche, plus large, plus complète, plus profonde.

Il y a longtemps déjà, Socrate reprochait à Calliclès de ne pas suffisamment se soucier de ce qui est réellement important : prendre soin de son âme. La question parcourant le Gorgias étant de savoir comment s'y prendre pour vivre. Question plus que jamais d'actualité...

Guide. Comment « bien vivre » face aux défis posés collectivement et universellement ? Quel sens, quelle direction apporter à sa vie alors que le « vivre bien », la bonne vie, apparaissent comme des notions dépassées, en particulier pour les plus jeunes que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de générations sacrifiées : chômage, dérèglement climatique, Covid, retraites... Pourtant, ce sens, cette direction, est ce qui cristallise un art de vivre.

Lorsque nous évoquons par exemple, l'Art de vivre « à la française », et non « français », c'est pour en vanter les raffinements et les plaisirs : sa gastronomie, une certaine mise en scène de soi qui va de sa tenue vestimentaire à la tenue de son intérieur, une façon d'occuper son temps, un « je ne sais quoi »... promesses d'expériences et d'existence savoureuses.

Il y a longtemps déjà, Socrate reprochait à Calliclès de ne pas suffisamment se soucier de ce qui est réellement important : prendre soin de son âme

De l'art de vivre à l'italienne, nous tentons de capturer la sprezzatura et son détachement calculé. Du hygge danois la douceur, du lagom suédois la simplicité. Du Japon son omotenashi, du Portugal sa saudade. De même pour tous les arts de vivre du monde, chacun exprimant une facette d'une humanité commune.

Car l'ambition profonde du luxe est bien d'incarner un art de vivre qui soit un guide esthétique et éthique. Un espace et un temps de douceur, de beauté, de sérénité. Une sorte « d'été perpétuel ». Alors, souhaitons-nous un bel été, présage de tous les « bien vivre ».

@EmmanuelleSidem

Emmanuelle Sidem est CEO de ConnexConsulting, conseil en management des marques.

LAURENCE JARROUSSE

Si la gauche transalpine veut s'inspirer du Nouveau Front populaire, la défaite du RN met de la pression sur Giorgia Meloni

En Italie, les politiques ont les yeux rivés sur la France

Voisinage

Plusieurs émissions télévisées ont été consacrées, dimanche, aux résultats du second tour des élections législatives et **les journaux ont publié de longs approfondissements sur les dynamiques électorales de l'Hexagone**.

Francesco Maselli (à Rome)

COMME SOUVENT, les Italiens ont suivi de près le vote des Français. Ils aiment analyser le résultat des scrutins avec un prisme national. Si les médias se divisent entre les soutiens d'Emmanuel Macron, qui aurait « gagné son pari » selon le quotidien libéral *Il Foglio*, et les moins enthousiastes comme *La Stampa*, qui parle de « chaos français », c'est surtout la gauche qui a le plus réagi aux résultats de dimanche soir, galvanisée par la bonne performance du Nouveau Front populaire. « Résultat extraordinaire de la gauche française ! », s'est par exemple enflammée Elly Schlein, secrétaire du Parti démocrate et partisane d'une union des gauches renforcée sa coalition face à la droite. Elle travaille depuis des mois pour convaincre le Mouvement 5 étoiles de participer à un programme commun. « Il faut tirer les leçons du vote français : unis, on gagne, divisés, on perd », a-t-elle déclaré. Pour Elly Schlein, le choix de se présenter séparément aux élections législatives de 2022 a rendu inévitable la victoire de la droite. Une erreur qu'elle ne veut pas répéter lors du prochain scrutin. « Le NFP, dit-elle encore, rassemble des forces politiques différentes autour d'un projet cohérent et partagé. Nous devons construire une alliance sur le pour et pas seulement sur le contre ».

À droite, les réactions sont différentes. Matteo Salvini critique l'union de « tous contre Le Pen construite par Macron qui gagne les élections mais n'a pas suffisamment de députés pour gouverner », alors que Giorgia Meloni a été surprise par la défaite du RN. Après des années passées à marquer une profonde distance avec le RN, la Première ministre italienne a changé de ton, soulignant les « évolutions » de Marine Le Pen. Après le premier tour, Meloni avait effectivement félicité avec Marine Le Pen pour « l'affirmation nette » de son ancrage, préparant le terrain pour une éventuelle collaboration. La défaite du RN change la donne et accélère probablement la clarification sur le parcours européen de la présidente du Conseil.

« Pont ». Le groupe I&D, dont font partie Marine Le Pen et Matteo Salvini, a été dissous. Ses membres ont rejoint la nouvelle formation de Viktor Orbàn, Patriotes pour l'Europe. Une évolution qui promet une opposition dure à la prochaine Commission, et qui a des répercussions immédiates sur la composition du groupe de Meloni, ECR. Les Espagnols de Vox, alliés historiques de l'Italienne, ont décidé de suivre Le Pen et Salvini. Meloni espérait une forme de normalisation du RN et se retrouvait au contraire avec un groupe plus agressif et apparemment plus attractif à sa droite. Au final, Meloni se retrouve avec peu d'alliés dans sa tentative de jouer le jeu européen, et risque de ne plus pouvoir miser sur le rôle de « pont » entre le mainstream européen et les partis souverainistes. Elle devra bientôt trancher : soit se rapprocher encore un peu plus du PPE en votant en faveur d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission, soit voter contre.

@FrMaselli

L'air du large « Clarification » : au tour de la politique étrangère

La chronique de Frédéric Charillon



C'est au nom de la clarification politique que le président de la République a dissous l'Assemblée nationale. Dans la confusion qui a suivi, nous avons assisté, il est vrai, à des recompositions. Le paysage se restructure selon un schéma 2X2, avec une droite dure et une autre plus fidèle aux institutions, une gauche ultra et une autre dans la tradition sociale-démocrate. Chacune des deux composantes modérées restant compatible avec un centre désormais réduit, qui cherchait à rendre conciliables les talents des deux bords (le fameux « en même temps » macronien). Beaucoup de masques sont tombés sur les priorités des uns ou les arrière-pensées des autres, montrant lesquels étaient prêts à faire quoi et avec qui.

Mais en ces temps de crises internationales, cette clarification vaut-elle pour la politique étrangère ? Nous ne parlons plus là de chocs lointains, mais qui affectent directement la sécurité et la cohésion nationales. L'Ukraine fait resurgir la menace militaire territoriale. Le conflit de Gaza s'importe dans nos sociétés. La paralysie politique américaine pose la question de la fiabilité de nos

« Si l'éclatement de l'échiquier partisan affecte aujourd'hui la cohérence de nos positions, le sacro-saint "consensus français" de politique étrangère n'a jamais existé que dans les discours »

alliances, et les ambitions chinoises, celle du rapport de force global entre démocraties et autoritarismes.

Si l'éclatement de l'échiquier partisan affecte aujourd'hui la cohérence de nos positions, le sacro-saint « consensus français » de politique étrangère n'a jamais existé que dans les discours. Et un clivage majeur est en train de s'ancrer pour longtemps entre traditionalistes et révisionnistes. Autant que les enjeux de société (sécurité, migrations, rapport au travail, environnement...) ce clivage sur le rapport au monde va redéfinir les affinités politiques en France.

LE MYTHE DU CONSENSUS

Depuis le début de la Ve République, la synthèse gaullienne n'a jamais été profondément remise en cause : fidélité critique, mais fidélité tout de même à l'Alliance atlantique, adhésion à plusieurs vitesses, mais néanmoins constante au projet européen, position équilibrée au Proche-Orient, quête pas toujours fructueuse d'un dialogue privilégié avec le Sud, participation active au jeu multilatéral et à ses instances libérales (FMI, Banque Mondiale, autres organisations internationales...). On a donc conclu à un consensus national en matière de politique étrangère. L'expression, en réalité, était trompeuse. Continuité oui, consensus, non. Continuité parce qu'in fine les options retenues étaient toujours les mêmes : les décideurs ultimes ne sont pas revenus dans la pratique sur les grandes orientations initiales. Mais la contestation était forte.

L'Alliance atlantique était décriée chez beaucoup de gaullistes, à l'extrême droite, comme sur l'aile gauche (souverainistes du Parti socialiste comme Jean-Pierre Chevènement, Parti communiste). Le projet européen a divisé jusqu'à l'intérieur des familles politiques : Alain Juppé ou François Mitterrand d'un côté, Philippe Séguin ou Chevènement encore, de l'autre. Le débat sur le Proche-Orient a toujours compté ses partisans de la cause palestinienne et ses défenseurs d'Israël. En 1991, un ministre de la défense a démissionné en pleine guerre (celle du Koweït), refusant de frapper le territoire d'un Etat arabe (l'Irak) : encore et toujours Chevènement. Les tenants d'une présence française indispensable pour la « grandeur » en Afrique se sont opposés aux pourfendeurs de la « Françafrique ». Vous avez dit consensus ?

L'INSTALLATION D'UN CLIVAGE STRUCTURANT

Depuis 2017 et malgré deux victoires d'Emmanuel Macron, les partisans d'une révision majeure de nos postures internationales sont majoritaires au premier tour des élections présidentielles (même si ce n'est pas la préoccupation première de leur électorat). Marine Le Pen, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon, Eric Zemmour, prônent un éloignement de

« Si un Donald Trump tente de casser l'Otan, quelques organisations internationales ou même l'Union européenne, qui le soutiendra ouvertement ? »

Washington, un rapprochement avec Moscou, fustigent Bruxelles. On vénère Trump, Orban ou la révolution bolivarienne. On critique son pays à l'extérieur (François Fillon à Moscou en 2013), on assure à une ambassade étrangère que si l'on était aux affaires, on serait davantage à ses côtés (plusieurs leaders politiques français à l'ambassade américaine pendant la guerre irakienne de 2003). Chez LFI ou au RN on vote contre les aides à l'Ukraine, on boycotte les discours de son président devant l'Assemblée. on s'engage résolument d'un côté ou de l'autre du conflit israélo-palestinien. On assume des positions clivantes, mais qui plaisent à un électorat donné, davantage qu'elles ne ménagent des marges de manœuvre à la France sur la scène mondiale.

Les prochains mois verront-ils l'expression encore plus décomplexée de ces demandes d'aggiornamento, ou au contraire une modération de leur virulence ? Les partis qui étaient ceux d'une éternelle opposition radicale étant de facto devenus de possibles partis de gouvernement, vont-ils abandonner leurs rêves de retournement d'alliance, ou les préciser dans des textes-cadres ? C'est là qu'une transparence s'impose.

QUELLES ALLIANCES, SUR QUELS DOSSIERS ?

Quel rôle joueront les affinités de politique étrangère dans les combinaisons parlementaires ? Y aura-t-il une solidarité des révisionnismes ? Ces derniers ne sont pas d'accord sur tout : sur l'hostilité à Bruxelles ou à Washington (mais qui pense quoi de Trump ?), sur le soutien à Poutine, oui. Sur Israël ou le Sud global, non. Que pensent-ils par ailleurs de l'essor de la Chine en Afrique ? Du cas taïwanais ? Des Brics ? De l'Inde de Modi ? De l'Arménie et de l'Azerbaïdjan ? De Recep Tayyip Erdoğan ? Au fil des dossiers internationaux, qui votera avec qui, qui ira jusqu'où, avec ou sans masque ?

Si un Donald Trump tente de casser l'Otan, quelques organisations internationales ou même l'UE, qui le soutiendra ouvertement ? Si le même président américain veut imposer un accord désastreux à Kiev sous forme de capitulation, qui osera applaudir ? En Europe, Viktor Orban à coup sûr, tandis que Giorgia Meloni semble pour l'heure sur la ligne opposée. Mais en France ? Et à quel niveau de responsabilité ?

La politique internationale a toujours été un domaine propice à l'ambiguïté stratégique, pour des raisons intérieures (ne pas se diviser entre nous) aussi bien qu'extérieures (garder plusieurs fers au feu dans des négociations difficiles). Mais la guerre en Europe, l'embrasement de la Méditerranée et les défis globaux (comme le réchauffement climatique) ne sont plus tout à fait de l'ordre de l'extérieur. Là aussi, une clarification est donc exigée.

@charillon

Retrouvez **toutes nos chroniques** sur lopinion.fr

« Le clientélisme devrait être freiné par la nouvelle coalition gouvernementale », estime la chercheuse **Marianne Séverin**

Afrique du Sud : « Le principal défi est socio-économique »

Laboratoire

Arrivé en tête des législatives mais sans majorité absolue, **le Congrès national africain (ANC) du président Cyril Ramaphosa s'est allié à neuf partis d'opposition au sein d'un gouvernement d'unité nationale pour la première fois depuis 1994**.

Interview Pascal Airault

CHERCHEUSE AU LABORATOIRE de recherche Les Afriques dans le Monde (LAM) de Sciences Po Bordeaux, Marianne Séverin, dresse les défis que devra relever ce nouveau cabinet pour répondre aux différentes crises que le pays traverse.

Pourquoi le Congrès national africain (ANC) n'a-t-il pas formé ce gouvernement avec ses alliés naturels, Julius Malema et Jacob Zuma, deux anciens leaders de cette formation ?

Julius Malema, président des Combattants pour la liberté économique (EFF), ne souhaitait pas entrer dans un gouvernement d'unité nationale avant de changer d'avis au dernier moment. Jacob Zuma a, quant à lui, fondé une formation concurrente à l'ANC, l'uMkhonto We Sizwe (MK), arrivé en troisième position aux législatives. Il exigeait le départ du chef de l'Etat et patron de l'ANC, Cyril Ramaphosa, pour participer à un gouvernement d'union. Le parti de Zuma a été créé en décembre 2023 dans un esprit de revanche alors que Cyril Ramaphosa l'a poussé à la démission du pouvoir en février 2018 en raison de multiples affaires de corruption. C'est un parti anti-constitution, pas vraiment démocratique. Il veut remplacer une partie des députés par des chefs traditionnels. Or l'essence de ce gouvernement d'unité nationale est la reconnaissance de la loi fondamentale qui est le cœur de la démocratie sud-africaine.

DR

« Dans l'esprit du président sud-africain, ce gouvernement représente les citoyens dans leur diversité communautaire et régionale », analyse **Marianne Séverin**.

Ce gouvernement pléthorique de 75 ministres et vice-ministres ne va-t-il pas être une force d'inertie ?

Fruit d'une alliance de dix partis, c'est un gouvernement inclusif. Dans l'esprit de Cyril Ramaphosa, ce cabinet représente les citoyens sud-africains dans leur diversité communautaire et régionale. Conséquence : il y a une multiplication des postes de ministres et vice-ministres. Les négociations entre les alliés ont été âpres, l'ANC ne voulant pas lâcher certains portefeuilles. Habitué des tractations avec les syndicats et le pouvoir blanc, le chef de l'Etat a fini par obtenir cet accord inédit. L'Alliance démocratique (DA), arrivée à la deuxième place aux législatives, s'en tire bien avec des portefeuilles importants comme ceux de l'Agriculture et de l'Intérieur. Ramaphosa s'est débarrassé au passage de l'ex-ministre de l'Intérieur, Aaron Motsoaledi, un populiste de l'ANC qui réclamait le départ des étrangers. Proche des milieux d'affaires, la DA plaide pour le recours à une main-d'œuvre étrangère afin d'assurer le développement économique.



SIPA PRESS

Le président **Cyril Ramaphosa** (à droite) salue le chef de l'Alliance démocratique, **John Steenhuisen**, au Parlement sud-africain, le 14 juin dernier.

L'ANC et l'Alliance démocratique trouveront-ils des compromis ?

L'ANC exerce un pouvoir hégémonique depuis 1994. Cela s'est traduit au fil du temps par l'essor de la mauvaise gouvernance et de la corruption. Le clientélisme devrait être freiné par cette coalition dans laquelle les différents partis vont se surveiller. L'ANC et la DA sont les principales formations de ce gouvernement. Ils doivent trouver un modus operandi et des compromis. C'est un laboratoire démocratique. L'ANC devra apprendre à travailler avec d'autres formations, l'Alliance démocratique à œuvrer au bien de tous les Sud-africains, et non pas seulement de ses électeurs blancs. Bien qu'ayant intégré de nombreux cadres de couleur, cette formation a encore cette image. Les hommes politiques devront enfin faire passer leurs ego au second plan. Ils ne travaillent pas pour eux-mêmes mais pour la société sud-africaine dans un contexte socio-économique très dégradé avec 0,6% de croissance en 2023 et plus de 55% de la population vivant sous le seuil de pauvreté. S'ils échouent, ils ouvriront la voie à une victoire des populistes aux municipales de 2026 et aux prochaines législatives dans cinq ans.

Quels sont les principaux défis de ce gouvernement ?

Le principal défi est socio-économique, particulièrement la réduction du chômage des jeunes à plus de 45%. Ce gouvernement devra aussi résoudre la crise énergétique. Les entreprises sud-africaines sont soumises à des délestages quotidiens. Le pays doit se débarrasser de ses centrales à charbon et améliorer son mix énergétique. Les autorités devront aussi s'attaquer à la lutte contre la criminalité et à l'important chantier de l'éducation de base confié à l'Alliance démocratique. Le syndicat noir de l'enseignement a toujours fait du chantage à l'ANC, ce qui a nui aux réformes. Le secteur privé doit aussi devenir plus inclusif afin de permettre à la société sud-africaine de sortir de son marasme. Opposée au concept de discrimination positive, l'Alliance démocratique devra trouver des compromis avec l'ANC. La discrimination positive est une bonne chose quand elle est utilisée à bon escient. Elle va dans le mauvais sens quand elle est le prétexte au clientélisme comme durant la crise sanitaire.

Les autorités vont-elles enfin pouvoir avancer sur le chantier de la réforme agraire ?

Assez judicieusement, Cyril Ramaphosa a retiré ce portefeuille à son parti pour le confier à l'Alliance démocratique. Cela permettra d'éviter le clientélisme dans la (re)distribution des terres. Récemment, la présidente de l'Assemblée Nationale, Thoko Didiza, et certains hauts fonctionnaires au ministère de l'Agriculture, de la Réforme foncière et du Développement rural, ont été sommés de rendre les terres qu'on leur avait octroyées. Cela met aussi le « parti des Blancs » devant ses responsabilités afin d'avoir un partage plus équitable de la terre, les fermiers blancs étant les principaux propriétaires terriens.

Doit-on s'attendre à des évolutions en matière de politique étrangère ?

Il devrait y avoir une certaine continuité. L'Afrique du Sud est un pays non aligné, panafricaniste. Elle soutient les mouvements de libération nationale. C'est le cas en Palestine et au Sahara occidental. Le nouveau ministre des Affaires étrangères est l'ex-ministre de la Justice, Ronald Lamola, qui a porté le dossier du génocide à Gaza devant la Cour internationale de justice. Le Premier ministre israélien avait même appelé à voter contre l'ANC durant la campagne. L'Afrique du Sud est un membre des Brics, l'alliance des puissances émergentes. Elle affiche une relative indépendance à l'égard des Occidentaux. La diplomatie sud-africaine mise beaucoup sur la prévention et s'est impliquée historiquement dans la résolution des crises en RD Congo, à Madagascar, en Côte d'Ivoire… Ramaphosa s'est même rendu en 2023 à Kiev puis Saint-Pétersbourg pour appeler à la désescalade entre la Russie et l'Ukraine. Le gouvernement sud-africain tient cette légitimité de sa propre histoire. Après l'apartheid, elle a réussi à faire la paix entre ses différentes communautés à travers notamment la mise en place d'une commission vérité et réconciliation.

@P_Airault

Le nouveau Premier ministre britannique a été très clair sur ses intentions de relancer les relations avec l'UE et la France

Keir Starmer, un allié de choix pour Emmanuel Macron ?

Partnership

Les deux hommes vont se rencontrer à Washington, lors du sommet de l'Otan. Ils s'étaient croisés en septembre 2023, puis en juin dernier, lors des commémorations du 80e anniversaire du D-Day en Normandie.

Chloé Goudenhooft (à Londres)

SUR CE COUP, Emmanuel Macron aura eu du flair. En septembre 2023, à Paris, le président français avait rencontré Keir Starmer, alors leader de l'opposition britannique. S'il identifiait sûrement le potentiel du futur vainqueur des législatives britanniques, peut-être voyait-il en la personne du chef des travaillistes un possible allié politique. « Emmanuel Macron n'avait jamais reçu Jeremy Corbyn (l'ancien leader du Labour), rappelle François-Joseph Schichan, consultant au sien de Flint Global et ancien conseiller politique de l'ambassade de France à Londres. Le fait qu'il ait accepté de recevoir Keir Starmer si tôt était déjà le signe d'un alignement politique. »

Les deux dirigeants auront l'occasion de faire davantage connaissance dès ce mercredi, au sommet de l'Otan à Washington. « C'est surtout le caractère sérieux et pragmatique du Premier ministre britannique qui séduira le président français, estime le consultant. Alors qu'il est confronté à une situation compliquée au niveau national, un partenaire fiable, solide et stable outre-Manche peut beaucoup compter. »

Certes, Rishi Sunak avait amélioré les relations avec les Européens. Mais la communication restait difficile avec un gouvernement composé de nombreux Brexiters. « Quand j'étais à l'ambassade, les Britanniques allaient tout le temps à la confrontation sur la question de la traversée de la Manche, explique François-Joseph Schichan. En revanche, je pense que Keir Starmer va vouloir gérer les affaires de migration de façon pragmatique. »

Le Premier ministre britannique a aussi été clair sur ses intentions de relancer les relations avec l'Union européenne. Si David Lammy, le nouveau ministre des Affaires étrangères, a évité la France lors de son voyage de « reconnexion » avec les Européens, dimanche, c'est sûrement du fait de l'instabilité de la politique française. En revanche, le pacte de sécurité qu'il propose pour augmenter la coopération de défense a de quoi plaire côté français, alors que l'Hexagone a toujours considéré le Royaume-Uni comme un acteur clé pour la sécurité de l'Europe. « Cette coopération a déjà lieu, précise François-Joseph Schichan. Il n'y a pas eu de couac de coordination entre le Royaume-Uni et l'Union européenne sur les sanctions contre la Russie, par exemple. » Or, Keir Starmer et Emmanuel Macron sont alignés sur le soutien vis-à-vis de l'Ukraine.

Préoccupation commune. « Le Premier ministre britannique a promis d'atteindre les 2,5% du PIB en matière de défense » [NDLR : au sein de l'Otan, chaque pays allié doit être à au moins 2%], rappelle Trevelyan Swing, chercheur au centre de géopolitique de l'Université de Cambridge. En la matière, le retour possible de Donald Trump aux Etats-Unis est également une préoccupation commune. L'élection potentielle du républicain pousserait Keir Starmer à se tourner davantage vers l'Europe. Enfin, face à d'autres menaces provenant de Chine ou de Russie, le Royaume-Uni et la France restent aussi des partenaires naturels en Europe, notamment grâce aux traités de coopération de la Lancaster House, signés en 2010. « La question de sécurité et d'indépendance énergétique est un autre point sur lesquels les deux dirigeants se rejoignent, en privilégiant les investissements sur le nucléaire comme sur le renouvelable », ajoute Trevelyan Swing.

En revanche, sur les sujets économiques et commerciaux, les relations seront plus délicates, notamment parce qu'à Bruxelles, les Etats membres sont satisfaits du TCA, l'accord commercial passé après le Brexit. « Thierry Breton, le commissaire européen, est vent debout contre une association plus poussée avec les Britanniques », rappelle François-Joseph Schichan. Mais Keir Starmer est déjà prêt à faire de petites concessions. « Il a déclaré qu'il chercherait à maintenir l'alignement sur les règles de l'UE, ce qui est une très grande différence de ton avec le gouvernement britannique précédent », précise Trevelyan Swing.

Quant aux relations franco-britanniques, elles dépendront aussi du futur gouvernement français. La formation d'un exécutif de gauche « permettrait avec le Labour un alignement dans certains domaines, comme dans la lutte contre le changement climatique, souligne François-Joseph Schichan. Mais ça n'est pas propre au Royaume-Uni : « tous les partenaires de la France surveilleront de près les dynamiques politiques internes », ajoute-t-il, pour voir quelle sera la nature des relations du nouveau gouvernement avec le Emmanuel Macron, qui, après Washington, rencontrera à nouveau Keir Starmer le 18 juillet lors de la réunion de la Communauté politique européenne à Blenheim Palace, Outre Manche.

@chloegouden



SIPA PRESS

La réelection potentielle de Donald Trump au Etats-Unis pousserait **Keir Starmer** à davantage se rapprocher de l'Europe.

En signant lundi un accord militaire avec les Philippines, Tokyo veut être plus actif dans les questions de sécurité régionale

Le Japon met les pieds dans le plat en mer de Chine

Points sur les I

Le Premier ministre japonais, Fumio Kishida, se rendra à Washington à partir de mercredi pour assister au sommet de l'Otan. L'an passé, il avait été chaleureusement accueilli par Jens Stoltenberg, alors Secrétaire général de l'Alliance atlantique, qui lui avait déclaré qu'aucun partenaire n'était plus proche que le Japon. Il s'était en outre félicité du nouveau programme de partenariat entre l'Otan et le Japon destiné à renforcer la coopération dans des domaines tels que la maîtrise des armements, les nouvelles technologies, l'espace, les chaînes d'approvisionnement, la résilience et l'innovation.

Claude Leblanc

MOINS D'UNE SEMAINE après la reprise des discussions avec la Chine sur la question sensible de la mer de Chine méridionale, les Philippines et le Japon ont signé, lundi, un accord de défense historique. Celui-ci permettra aux deux pays d'organiser pour la première fois des exercices militaires conjoints sur le territoire de l'autre pays. Signé au palais présidentiel de Manille par le ministre de la Défense philippin Gilberto Teodoro Jr et la ministre japonaise des Affaires étrangères Yoko Kamikawa, et en présence du président philippin Ferdinand Marcos Jr et du ministre de la Défense japonais Minoru Kihara, l'Accord d'accès réciproque (AAR) marque un tournant important dans les relations bilatérales et souligne surtout la volonté du Japon de s'impliquer davantage dans la sécurité de l'Indo-Pacifique. « Votre présence ici renforce notre confiance et l'importance que le gouvernement japonais accorde à cet accord extrêmement important que nous avons conclu. Je suis très heureux que nous soyons arrivés à ce jour », a déclaré le chef de l'Etat philippin après la cérémonie officielle de signature.

L'AAR définit des lignes directrices pour le déploiement de soldats et la conduite d'exercices militaires conjoints sur chacun des territoires des deux pays. Il s'agit du même niveau d'accès militaire aux Philippines que celui dont bénéficient actuellement les Etats-Unis. Avant cet accord, les engagements militaires bilatéraux entre Philippins et Japonais se limitaient à des opérations humanitaires et de secours en cas de catastrophe, ainsi qu'à des échanges d'experts.

Pour le ministre de la Défense japonaise, l'AAR « renforce l'efficacité de notre coopération en matière de défense ». Les Philippines deviennent ainsi le troisième pays à conclure un pacte de ce genre avec Tokyo, après l'Australie et la Grande-Bretagne. Cet engagement nippon s'inscrit dans la vision défendue par Tokyo d'une zone Indo-Pacifique libre et ouverte qui a reçu un soutien croissant d'une bonne partie des pays de la région. Dans un contexte régional où l'on assiste à la modernisation militaire et l'expression concrète des ambitions chinoises, le Japon jette ainsi les bases d'une défense collective tout en s'efforçant d'institutionnaliser ces efforts et d'apaiser les craintes d'une remilitarisation.

Le Japon a progressivement pris diverses mesures pour renforcer le rôle des forces d'autodéfense et autoriser les partenariats militaires. Les trois nouvelles conditions d'exercice de la légitime défense, adoptées en 2014, ont élargi le droit du pays à la légitime défense en cas « d'attaque armée contre le Japon ou un autre pays ayant des liens étroits avec le Japon », de menace pour l'existence nationale, sans « aucun autre moyen d'assurer la survie du pays », en ajoutant l'utilisation du « minimum de force nécessaire ». Le Japon a élargi la définition de la sécurité pour englober tout changement dans son voisinage susceptible de compromettre son intégrité territoriale. A la suite de ces changements, le 16 décembre 2022, le gouvernement Kishida a officiellement approuvé trois documentsat stratégiques révisés – sur la stratégie de sécurité nationale, la stratégie de défense nionale et le programme de renforcement de la défense –, lesquels réduisent les limites imposées aux forces d'autodéfense et à la défense collective.

Tokyo a progressivement pris diverses mesures pour renforcer le rôle des forces d'autodéfense et autoriser les partenariats militaires

Coopération trilatérale. C'est dans cette stratégie que s'inscrit l'accord d'accès réciproque conclu lundi avec les Philippines. Il est aussi la conséquence du renforcement de la coopération trilatérale avec les Etats-Unis concrétisée, en avril, par le sommet entre Joe Biden, Fumio Kishida et Ferdinand Marcos Jr qui s'est déroulé à Camp David et dont l'ambition était de faire progresser les liens entre les trois pays en matière de sécurité, d'économie et de technologie, mais aussi leur coopération en matière de « paix et de sécurité dans la région Indo-Pacifique et dans le monde entier ». A Pékin, la volonté japonaise de s'investir davantage dans la défense régionale suscite évidemment des réserves. Le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian, a réagi, lundi, à la signature de l'AAR en déclarant que la région n'avait pas besoin de blocs militaires et qu'elle ne devait pas provoquer de confrontation entre les différents camps. « Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Japon a été responsable de l'invasion et de la domination coloniale des pays d'Asie du Sud-Est, y compris les Philippines », a-t-il rappelé. « Le Japon devrait réfléchir sérieusement à son histoire d'agression et faire preuve de prudence dans ses paroles et ses actes dans le domaine de la sécurité militaire », a-t-il ajouté. Après Taïwan qui reste un dossier chaud, les Philippines deviennent le nouveau point de crispation entre la Chine et les principaux pays qui contestent ses ambitions.

@Japonline

L'ex-chef de l'Etat a une semaine pour désigner son potentiel vice-président, alors que le maintien de Biden demeure incertain

Les trois hommes que Trump envisage comme numéro deux

USA 2024

Du 15 au 18 juillet se tiendra la Convention du Parti républicain, **à l'issue de laquelle Donald Trump sera investi pour l'élection présidentielle de novembre**. Il a remporté l'ensemble des primaires, à l'exception de deux Etats, dépassant dès mars le seuil des 1215 délégués nécessaires.

Lola Ovarlez

DONALD TRUMP sera officiellement investi par le Parti républicain le 18 juillet, sans savoir s'il affrontera bel et bien Joe Biden en novembre. Il est néanmoins forcé de répondre, vite, à la grande question qui agite les électeurs : qui sera à ses côtés pour regagner la Maison Blanche ?

Après le débat présidentiel qui a tourné à la débâcle pour le chef de l'Etat, le milliardaire a repoussé son annonce au dernier moment. « Je n'ai pas pris de décision définitive. Mais j'ai quelques idées sur la direction à prendre », a-t-il confié ce lundi. Les doutes sur l'état de santé de Joe Biden ont en effet compliqué ses calculs. Jusqu'ici, il jaugeait ses potentiels colistiers par rapport à Kamala Harris, l'actuelle vice-présidente. Mais en cas de désistement du président, elle prendrait vraisemblablement sa place et devrait alors choisir son propre numéro deux d'ici août. Donald Trump aurait alors révélé ses cartes en premier, sans savoir qui affronterait son favori lors du débat des vice-présidents cet automne.

Héritage politique. Malgré ce suspense, les paris sont aujourd'hui ouverts sur trois hommes : les sénateurs J.D Vance (Ohio) et Marco Rubio (Floride), et le gouverneur du Dakota du Nord, Doug Burgum. Ironiquement, ils étaient les plus critiques de Donald Trump, avant de se rallier à lui en 2020. Aujourd'hui, ils le suivent comme son ombre dans les rallyes et jusque dans les coulisses du débat présidentiel d'il y a deux semaines. Leur (nouvelle) loyauté est un critère plus qu'essentiel pour l'ex-président, dont les anciens collaborateurs, y compris Mike Pence, refusent de le soutenir.

Pour faire son choix, Donald Trump doit néanmoins se concentrer sur leurs différences – et sur ses priorités pour gagner l'élection. Il peut par exemple adopter la même stratégie que Joe Biden en 2020 en choisissant un colistier issu des minorités. Les origines cubaines de Marco Rubio lui permettraient de rallier les électeurs hispaniques traditionnellement démocrates et de plus en plus attirés par le camp républicain. Face à lui, Doug Burgum et J.D Vance viennent de deux Etats majoritairement blancs et déjà conquis par le GOP.

Dans une campagne aussi serrée, il peut aussi considérer que la clé de la victoire est avant tout financière. Désireux de creuser l'écart entre sa campagne et celle de Joe Biden, en plus de payer ses frais juridiques, l'ex-président pourrait ainsi choisir de miser sur le candidat le plus rentable. Entre les trois hommes, Marco Rubio a récolté le plus de dons lors de sa dernière élection en 2022, avec plus de 42 milliards de dollars, mais il représente l'establishment. J.D Vance et Doug Burgum, eux, étaient riches avant d'entrer en politique – comme Donald Trump. Le gouverneur a financé toutes ses courses, y compris la primaire républicaine, lui valant l'admiration du milliardaire. L'élu de l'Ohio, de son côté, est ami de grands patrons et les a réunis lors d'une récolte de fonds à la Silicon Valley, en juin.

Mais impossible d'envisager novembre sans penser à 2028. La question la plus cruciale à laquelle Donald Trump doit répondre est celle de son héritage politique. En cas de victoire, ce sera son dernier mandat. Que deviendra alors le Parti républicain qui, depuis dix ans, a adopté la marque MAGA ? Avec Doug Burgum, âgé de 67 ans, il s'assure un collaborateur, pas un successeur. A 53 ans, Marco Rubio est un parlementaire expérimenté, mais traditionnel. Seul J.D Vance, en fin de trentaine, a les idées, le style et le franc-parler de Donald Trump. Pâle copie ou véritable héritier ? Quatre ans suffiraient à le déterminer.

@lolaovarlez

La fabrique de l'Opinion

L'invitée du 8 Bellini

Diane de Navacelle de Coubertin

« Sur le racisme et le colonialisme, c'est peut-être plutôt le procès de la IIIe République qu'on devrait faire, pas celui de Pierre de Coubertin »

Après une première vie d'artisan joaillière, Diane de Navacelle de Coubertin a décidé de consacrer 100% de son temps à défendre et porter son héritage, celui de Pierre de Coubertin, inventeur des Jeux olympiques, ainsi qu'à ses nombreux engagements en lien avec l'olympisme et l'éducation. Dans son livre, elle s'attache à recontextualiser les actions de son arrière-grand-oncle, notamment par une frise mettant en parallèle la vie du baron avec les événements marquants survenus dans nos sociétés. Un ouvrage que cette Franco-Américaine a voulu écrire « d'abord en français, avant l'anglais, pour que les Français réalisent l'opportunité d'une vie que représentent les JO. Plutôt que de râler, voyons tout le positif que cela va apporter ».

Depuis le 18 juin, une statue à l'effigie de Pierre de Coubertin a pris place au Musée Grévin. Et une exposition en son honneur se tient jusqu'au 13 septembre à la mairie du VIIe arrondissement de Paris.

A quelques jours des Jeux olympiques de Paris, ce livre a-t-il pour objectif de réhabiliter Pierre de Coubertin à un moment où il est décrié de toutes parts ?

Pas forcément de le réhabiliter, mais de faire toute la lumière sur cet homme, car je me suis rendu compte d'une véritable méconnaissance à son endroit et, plus largement, de l'olympisme. Pierre de Coubertin s'intéresse très tôt à l'histoire des Jeux olympiques antiques, qui comportaient déjà la notion de trêve olympique. En 1892, il prononce pour la première fois, à la toute fin d'un discours destiné à l'ancêtre du CIO, son idée et son envie de rétablir les Jeux. Deux ans après, le 23 juin 1894, il fait son premier discours devant une assemblée olympique de 2 000 hommes de 12 pays, qui vote le rétablissement des JO. Le CIO est tout de suite créé. Deux ans après, en 1896, les premiers Jeux ont lieu à Athènes, 1 500 ans après les derniers Jeux antiques. 241 athlètes, 9 sports, 14 pays. Les Grecs auraient aimé les garder chez eux, mais Pierre voulait faire voyager les Jeux, avec l'idée que les cultures du monde entier puissent se rencontrer. Le sport est un outil, un médium, comme la culture et les arts, très présents eux aussi dans l'olympisme. Ce sont des outils d'expression, de connaissance de soi, de ses limites, de l'autre. Des langages universels qui n'ont pas de barrières de langue, de religion ou sociétales. Avec la sélection de textes compilés dans cet ouvrage, on découvre un homme avec beaucoup d'humour et aussi très pragmatique. Il a été l'un des premiers républicains de sa famille, qui était royaliste, et même un des premiers républicains tout court.

On peut voir des statues de lui un peu partout dans le monde, jusqu'au Japon. Est-il plus célèbre à l'étranger qu'en France ?

C'est sans commune mesure. A l'international, il est mondialement connu, reconnu, admiré, respecté, aimé. Ce n'est pas le cas en France. Les Français ont une fâcheuse tendance à se plaindre en permanence, la bouche pleine. On n'est jamais satisfaits. Je ne peux pas lutter contre une culture [elle a aussi la citoyenneté américaine, NDLR] mais je peux essayer d'apporter ma contribution. Peut-être que la France a quelque chose à apprendre des Jeux olympiques qu'elle va organiser chez elle…

Que représente l'« esprit Coubertin » à vos yeux ?

C'est une approche de la vie, une force. Quelque chose de positif et de constructif qui s'adresse à tout le monde, pas seulement aux sportifs. Le sport n'est qu'un outil, un moyen, presque un prétexte. Pierre de Coubertin n'a pas dit la fameuse phrase qu'on lui prête, « L'important est de participer » (qui a été prononcée par l'évêque américain Talbot aux Jeux de 1908), mais « L'important est de s'être bien battu », ce qui résume très bien sa pensée. Cela s'applique à tout le monde, dans tous les domaines, pas seulement aux athlètes et aux compétitions sportives, et signifie que si vous vous battez bien pour ce que vous aimez, les personnes, les choses, les thèmes, et pour ce en quoi vous croyez, vos rêves, vous n'aurez aucun regret si cela ne marche pas. Si l'athlète échoue au pied du podium mais qu'il a tout donné, il peut repartir la tête haute. Cela résume très bien son état d'esprit, sa manière de penser : lui s'est battu toute sa vie parce que beaucoup d'hommes étaient contre ses idées et ont voulu l'empêcher de les mettre en œuvre. Il n'a jamais lâché, il s'est toujours battu. Sa devise personnelle était « Voir loin, parler franc, agir ferme ». J'adore cette devise, c'est vraiment lui. C'est aussi ça l'esprit Coubertin.

Que répondez-vous aux accusations sur sa misogynie ? Il avait notamment déclaré : « Une Olympiade femelle serait impratique, inintéressante, inesthétique et incorrecte »…

Il n'y a pas de tabou. J'ai lu, j'ai entendu ces phrases qui, aujourd'hui, sont très difficiles à entendre, surtout quand on est une femme. Notre époque a changé. Personne n'est parfait, lui aussi a évolué dans sa pensée. Il a d'autres très belles phrases, que je mets dans mon livre. Par exemple il dit qu'il faut travailler à l'égalité des sexes ou encore qu'il faut créer des lois qui protègent les femmes de la « tyrannie maritale ». En 1900, ils étaient peu à dire cela. Les femmes n'avaient pas le droit de voter, de travailler, d'avoir un compte en banque, ne disposaient pas de leur argent personnel… Elles avaient des robes longues jusqu'au sol, des corsets, et les médecins disaient que faire du sport était très mauvais pour elles car cela pouvait les empêcher de faire des enfants… Or c'était leur premier rôle.

« A l'international, il est mondialement connu, reconnu, admiré, respecté, aimé. Ce n'est pas le cas en France. Les Français ont une fâcheuse tendance à se plaindre en permanence, la bouche pleine »



CARLOTTA FORSBERG

Mais effectivement, quand on est féministe, il y a des phrases compliquées à entendre… Heureusement les choses ont évolué. Pierre était lucide sur le fait qu'il était un homme de son temps. Son histoire, c'est notre histoire.

N'y a-t-il pas un paradoxe à créer un événement à vocation universaliste, tout en déclarant « Les races sont de valeur différente, et à la race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres doivent faire allégeance » ?

C'est un faux procès. Quand vous faites bouger des choses, vous dérangez des gens. C'est toujours facile de critiquer ceux qui font. Je pense que Pierre ne pensait pas la même chose à 40 ans qu'à 20. S'il était là aujourd'hui, il penserait encore différemment car il savait s'adapter. Le passé est là, on ne peut pas le changer, tout comme notre histoire de pays colonialiste. Tous les hommes de 1900 étaient plutôt machos et misogynes. Quant au racisme et au colonialisme… Au final c'est peut-être plutôt le procès de la IIIe République qu'on devrait faire, pas de Pierre de Coubertin. Croyez-vous vraiment que l'homme qui a inventé l'événement le plus fédérateur au monde puisse être raciste et nazi ? Il faut lire ses textes.



Histoire familiale

Dans l'ouvrage *Pierre de Coubertin, Eduquer par le sport et pour la paix* (Debats publics éditions), son arrière-petite-nièce, Diane de Navacelle de Coubertin, propose une sélection des textes emblématiques de la pensée de son aïeul pour en révéler l'humanité et l'engagement pour la paix.

On se tromperait donc sur son compte…

Vous savez combien de pages il a écrites ? 16 000… Et on ressort toujours ces mêmes quatre ou cinq phrases très fâcheuses. Peut-on aussi entendre les milliers de phrases qu'il a dites, qui elles sont constructives, ont apporté quelque chose et ont encore un sens aujourd'hui, qui ne sont pas datées, comme celles-là peuvent l'être.

Et cette fameuse lettre qu'il aurait envoyée en 1937 à Hitler ?

C'est n'importe quoi. Il y a des gens qui cherchent la lumière et sortent des bouquins pour raconter vraiment n'importe quoi.

Regrettez-vous que Pierre de Coubertin ne soit pas plus mis en valeur en cette année olympique ?

Le Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) a pris un parti très clair, qu'il assume. Il a décidé de ne pas parler de Pierre de Coubertin. Il n'y en a aucune mention sur leur site. Pourtant, si les Jeux olympiques qu'ils organisent existent aujourd'hui, c'est grâce à Pierre de Coubertin. Nous sommes dans une ère très différente, celle du wokisme, du #MeToo, de la parité à tout prix. Le COJO est complètement dans cette mouvance, comme la ministre des Sports qui met en permanence en avant la figure d'Alice Milliat [première dirigeante du sport féminin mondial]. Cela m'interroge : vous pensez que c'est en mettant un homme et une femme à parité que l'on résout les problèmes de sexisme et d'inégalités ? Donner une chance à une femme autant qu'à un homme, ça c'est important. Mais faire des quotas pour cocher des cases, ça n'a aucun sens. Avec le COJO, nous avons des combats en commun, comme l'inclusion, mais eux sont dans le déni [par rapport à Pierre de Coubertin] alors que moi j'assume, c'est mon héritage, sans nier le passé.

Interview Jon Elizalde
@Jon_Elizalde

In folio
Cherche bonne dystopie follement

La chronique de Bernard Quiriny



Lirons-nous un jour une bonne dystopie ? Je commence à en douter. Il en sort de nombreuses chaque année, que j'ouvre chaque fois avec curiosité. Mais elles sont presque toujours ratées, en plus de se ressembler toutes. Le genre reste à jamais marqué par ses deux chefs-d'œuvre inauguraux, *1984* d'Orwell et *Le Meilleur des mondes* d'Huxley, lesquels ont fixé ses thématiques : d'un côté, la violence politique, les régimes autoritaires, le retour du fascisme ; de l'autre, les dégâts de la technique, le transhumanisme, l'obsolescence de l'homme. Lignée bruits de bottes et lignée savants fous.

On peut y ajouter aujourd'hui la lignée thermomètre, qui regroupe les romans à base de réchauffement, de collapsus environnemental et de réfugiés climatiques. Souvent, les auteurs de dystopie piochent dans deux registres à la fois : thermomètre + bruits de bottes (récemment, *Mon nom dans le noir*, une novella de Jocelyn Nicole Johnson), ou thermomètre + savants fous.

Rendu célèbre par son premier roman *Un astronaute en Bohême* qui a été adapté par Netflix, Jaroslav Kalfař opte pour le combo savants fous + bruits de bottes. Il imagine l'Amérique des années 2030, mise au pas par un gouvernement autoritaire. Les tycoons du numérique, pendant ce temps, continuent leurs recherches sur le vieillissement, avec l'espoir de rendre l'homme immortel…

Ecueils. Fidèle à ses origines – né à Prague en 1988, il est arrivé aux Etats-Unis à 15 ans –, Jaroslav Kalfař imagine une héroïne qui a suivi le même chemin que lui, mais plus âgée : elle a connu le communisme, le flicage, la dissidence, avant d'émigrer outre-Atlantique au début des années 1980. Les allers-retours entre cette époque et le futur sont l'un des aspects les plus intéressants du roman. Pour le reste, il tombe dans tous les écueils du genre, le didactisme, les accessoires futuristes convenus, le message.

Sur ce plan, Kalfař n'essaye même pas d'être subtil : certains passages tiennent du tract. On s'en accommoderait, si l'intrigue était à la hauteur. Mais elle est affaiblie par la densité du matériau, et par les invraisemblances. Elles sont désarmantes, comme cette scène où la narratrice retrouve sa fille abandonnée à la naissance. L'intéressée prononce une phrase, et l'affaire est pliée ; elle n'a même pas l'air émue. Rebelote 200 pages plus loin dans l'autre sens : la fille sonne à l'improviste chez ses demi-frères en Tchéquie, qu'elle n'a jamais vus. Ils ne sont pas plus surpris que si c'était le facteur. Le roman tourne à la série B, avec un air de déjà-vu. Le comble, pour un livre sur le futur.



Les Aléas de l'immortalité, de Jaroslav Kalfař (traduit de l'anglais par Jessica Shapiro, Calmann-Lévy, 372 p., 22,90 euros).

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb.
Publicité commerciale : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne.
SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an – France métropolitaine : 319 €.
IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 – ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894.
Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

THE WALL STREET JOURNAL.

DOW JONES | 10 juillet 2024 | & l'Opinion | NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Pourquoi les Palestiniens placent toujours leur espoir en Marwan Barghouti

KOBAR, Cisjordanie – Le dirigeant palestinien le plus populaire est détenu dans les prisons israéliennes depuis plus de vingt ans.

A l'heure où les Palestiniens sont à la recherche d'un leadership fort, Marwan Barghouti est le seul à bénéficier d'un large soutien à Gaza et en Cisjordanie, contrairement au Hamas, décimé, et à l'Autorité palestinienne, aujourd'hui décriée. Le problème pour ses partisans est qu'il purge cinq peines de prison à vie et qu'il a rarement pu s'adresser au public depuis 2002.

Le visage de M. Barghouti est visible dans les rues et les cafés de Cisjordanie. Sur le mur de béton qui sépare le territoire palestinien occupé d'Israël se trouve une peinture murale de près de huit mètres de haut représentant un célèbre portrait de M. Barghouti après son procès pour meurtre et terrorisme en 2004 : en uniforme de prisonnier, les bras levés et les menottes aux poignets.

« Parfois, je regarde le mur et je me dis qu'il ne nous reste plus rien, mais quand je veux retrouver la foi, je pense à Marwan », explique Saoud Lutfi, un vendeur ambulant de Cisjordanie qui travaille près du mur sur lequel a été peinte la fresque du leader avec les mots « Libérez Barghouti ». « Il est peut-être le seul espoir qui nous reste, à nous Palestiniens, qui sommes si divisés géographiquement, socialement et politiquement. »

Pour ses partisans, M. Barghouti est un combattant de la liberté qui, à l'instar de Nelson Mandela, a été emprisonné par une force d'occupation mais est prêt à conduire son peuple vers la liberté. Pour Israël, c'est un terroriste notoire qui, depuis son incarcération, n'a cessé d'appeler à la violence contre Israël.

> *Les partisans de Marwan Barghouti le comparent à Nelson Mandela, mais pour Israël, c'est un terroriste notoire*

M. Barghouti n'a pas été vu du public depuis des années et a été détenu au secret pendant la majeure partie de son incarcération, ne délivrant qu'occasionnellement des messages à la population par l'intermédiaire de sa famille ou de son avocat. En raison des restrictions imposées par les autorités pénitentiaires israéliennes, les Palestiniens n'ont pas pu connaître son point de vue sur l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre, qui a déclenché la guerre actuelle, ni savoir ce qu'il jugeait acceptable comme plan pour y mettre un terme.

Le leadership palestinien étant divisé entre l'Autorité palestinienne, affiliée au Fatah, en Cisjordanie, et le Hamas à Gaza, M. Barghouti est considéré comme la rare personnalité politique capable de rassembler suffisamment de soutiens dans les deux camps et de les rapprocher.

Etre emprisonné lui a permis de préserver sa réputation : elle n'est pas entachée par des accusations d'échec et de corruption, comme c'est le cas pour ses pairs politiques, souligne Hugh Lovatt, senior fellow spécialisé en politique au Conseil européen des relations étrangères.

« Il est devenu un symbole national et celui-ci a grandi indépendamment de ce qu'il a fait », poursuit M. Lovatt.

La stature de M. Barghouti peut se mesurer aux exigences du Hamas – son rival politique –, qui demande sa libération dans le cadre d'un échange de prisonniers palestiniens incarcérés en Israël contre des otages israéliens détenus par la milice à Gaza, selon les médiateurs arabes qui travaillent à la conclusion d'un accord de cessez-le-feu toujours aussi difficile à obtenir.

Mais le refus catégorique de Tel-Aviv de le libérer montre à quel point les deux parties sont loin d'un accord, et encore moins au sujet de la gouvernance de la bande de Gaza après la guerre.

« Vous ne trouverez personne dans notre classe politique actuelle qui manifeste un quelconque intérêt pour la libération de Marwan Barghouti », affirme Ami Ayalon, ancien membre du parlement israélien qui a également été directeur du Shin Bet, l'agence israélienne de renseignement intérieur, de 1996 à 2000. Le cabinet du Benjamin Nethanyahu s'est refusé à tout commentaire.

M. Barghouti, longtemps haut responsable du Fatah et ancien conseiller du défunt leader palestinien Yasser Arafat, a été condamné à cinq peines de prison à vie après avoir été reconnu coupable par Israël de meurtre et d'appartenance à une organisation terroriste. Les procureurs israéliens l'ont accusé d'avoir ordonné à des miliciens de commettre des actes de violence à l'encontre d'Israéliens au cours du soulèvement palestinien connu sous le nom de seconde Intifada, au début des années 2000. Il a refusé de plaider coupable, arguant de l'illégitimité du tribunal israélien.

Si M. Barghouti jouit d'une popularité toujours aussi grande auprès des Palestiniens, c'est parce qu'il est à la fois partisan de l'usage de la violence contre Israël et pragmatique sur le plan politique, aspirant à la conclusion d'un accord de paix durable. Avant d'être arrêté par Israël en 2002, il avait rencontré des membres du parlement israélien, joué le rôle de médiateur dans des conflits politiques intra-palestiniens et soutenu la solution à deux Etats, qui établirait un Etat palestinien aux côtés d'Israël.

« Il n'a jamais appelé à la destruction d'Israël, il a travaillé dur pour le processus de paix et pour unifier les Palestiniens », a indiqué son fils Arab, 33 ans, lors d'une interview.

Ses longues périodes de silence derrière les barreaux n'ont fait que renforcer l'attrait de M. Barghouti. Dans une lettre ouverte rédigée depuis sa prison en 2014, il a déclaré que l'heure était venue d'une « résistance armée globale » contre Israël.



SIPA PRESS

Condamné à cinq peines de prison à vie par la justice israélienne en 2002, Marwan Barghouti, l'ancien dirigeant du Fatah, jouit toujours d'une grande popularité à Gaza et en Cisjordanie.

Dans une autre de ses rares déclarations publiques – une tribune dans le New *York Times* en 2017 dans laquelle il annonçait commencer une grève de la faim –, il a renforcé son image de héros victime d'Israël auprès de ses partisans.

Selon une enquête réalisée en mai par le Palestinian Center for Policy and Survey Research, basé en Cisjordanie, M. Barghouti obtiendrait 42% des voix lors d'une élection à la direction du mouvement palestinien. Le chef politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, obtiendrait 27% et Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne qui est au pouvoir malgré l'absence d'un scrutin depuis 2005, 5%. Les sondages du Palestinian Center montrent que M. Barghouti a toujours été le dirigeant palestinien le plus populaire depuis la mort de M. Arafat en 2004.

Les prises de position exprimées par M. Barghouti en faveur de la laïcité, telles que sa volonté de séparer la religion du gouvernement, l'alignent sur les idées d'une grande partie de la jeunesse palestinienne, qui représente une part importante de la population, observe Khalil Shikaki, le directeur du Palestinian Center.

« Il passe le test décisif de la politique palestinienne comme aucun dirigeant du Hamas ou de l'Autorité palestinienne ne le fait », ajoute M. Shikaki.

En Israël, certains considèrent également M. Barghouti comme une clé potentielle pour la paix, en dépit de son passé.

« M. Barghouti est peut-être quelqu'un qui négocie durement, mais c'est un partenaire fiable. Si nous cherchons vraiment une solution, c'est vers lui que nous devons nous tourner, estime Efraim Halevy, directeur de l'agence de renseignement israélienne Mossad de 1998 à 2002. Si vous cherchez une marionnette, vous obtiendrez ce qu'une marionnette vous apportera : rien. »

Les échecs des dirigeants palestiniens n'ont fait que renforcer la popularité de M. Barghouti, vu comme un homme qui vivait modestement et se dévouait pour son peuple. L'Autorité palestinienne, qui gouverne partiellement la Cisjordanie, est depuis longtemps considérée comme inefficace et corrompue, M. Abbas étant perçu comme un obstacle aux plans d'après-guerre pour Gaza qui sont articulés autour d'un rôle de son organisation.

Parallèlement, certains habitants de Gaza éprouvent de la frustration à l'égard des dirigeants du Hamas installés sur le territoire de l'enclave. Ils leur reprochent de ne pas être parvenus à un accord de cessez-le-feu avec Israël pour mettre fin à la guerre, qui a laissé une grande partie de la bande en ruines et entraîné la mort d'environ 38 000 Palestiniens, pour la plupart des civils, selon les autorités palestiniennes, qui ne précisent pas combien de combattants figuraient parmi les personnes tuées.

Depuis le 7 octobre, date à laquelle des assaillants venus de Gaza ont tué 1 200 personnes en Israël, pour la plupart des civils, selon Tel-Aviv, peu d'informations ont été données sur M. Barghouti. Un groupe de Cisjordanie faisant campagne pour sa libération a signalé qu'il avait été roué de coups par des gardiens de prison au lendemain de l'assaut du Hamas. L'administration pénitentiaire israélienne n'a pas répondu aux questions du *Wall Street Journal* ni aux demandes d'entretien avec le prisonnier. Israël a déclaré qu'il traitait les détenus conformément au droit international et que le recours à la violence à l'encontre des prisonniers était interdit.

Né en 1959 dans une famille de paysans et de travailleurs migrants du village de Kobar, en Cisjordanie, M. Barghouti s'est fait connaître dans les années 1970 en mobilisant les Palestiniens pour qu'ils fournissent des services sociaux délaissés par Israël au début de l'occupation de la Cisjordanie.

Il s'est rapidement servi de sa capacité à rassembler des groupes pour coordonner des manifestations, ce qui lui a valu d'être régulièrement arrêté. Ses premiers séjours en prison l'ont mis en contact avec des militants palestiniens de premier plan. Dans les années 1980, il gravit les échelons au sein du Fatah, le mouvement de M. Arafat.

Avec la fin de la première Intifada et les accords d'Oslo en 1993, les Palestiniens ont commencé à construire une démocratie dans le cadre de la nouvelle Autorité palestinienne semi-autonome.

Mais les accords ont très vite tourné court. En 1995, un extrémiste israélien a assassiné le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, l'un des architectes du traité. Israël a continué à exercer un contrôle militaire et à étendre les colonies en Cisjordanie, ce que M. Barghouti considère comme des violations des accords.

« Marwan a vu dans l'assassinat de M. Rabin la mort du processus de paix », explique Ahmad Ghnaim, qui a travaillé avec M. Barghouti et qui mène la campagne en faveur de sa libération.

Le Hamas s'est opposé aux accords d'Oslo et a commencé à commettre des attentats suicides en Israël, accélérant ainsi la fin du processus de paix. Le département d'Etat américain a désigné le Hamas comme organisation terroriste étrangère en 1997.

Menacé par l'influence croissante du Hamas, M. Barghouti a appelé à l'usage de la violence pour chasser Israël de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ont déclaré d'anciens responsables palestiniens et israéliens.

« Marwan estimait qu'il fallait mener de front l'intifada et les négociations pendant sept ans pour parvenir à la liberté », ajoute M. Ghnaim.

En 2000, M. Barghouti, qui parle couramment l'hébreu, a appelé l'homme d'Etat israélien Yossi Beilin, qui a contribué à l'élaboration des accords d'Oslo, pour lui proposer de se rencontrer.

« Il m'a dit que la rue palestinienne exigeait un changement et que les dirigeants qui soutenaient la paix avec Israël obtenaient peu de résultats, tandis que d'autres, qui recouraient à la violence, réussissaient à faire bouger les choses », déclare M. Beilin.

L'incitation à la violence de M. Barghouti au cours de la seconde Intifada a, une nouvelle fois, fait de lui la cible d'Israël. Il s'est déguisé en agriculteur et a échappé à des tentatives d'assassinat, dont une attaque sur un convoi de véhicules qui a coûté la vie à son garde du corps, selon ses anciens partenaires. Les forces israéliennes l'ont arrêté à Ramallah en 2002.

Au cours des années qui ont suivi, Israël et le Hamas se sont livrés à trois guerres majeures à Gaza, la plus récente étant toujours en cours. Avec l'expansion des colonies juives en Cisjordanie, la solution à deux Etats est devenue moins populaire parmi les Palestiniens, dont les sondages montrent qu'ils sont de plus en plus favorables au militantisme, et a été rejetée par M. Netanyahu, qui estime qu'une telle résolution reviendrait à récompenser le terrorisme du Hamas.

Pour de nombreux Palestiniens, M. Barghouti est la seule personne capable de surmonter avec brio de tels obstacles. Mais d'après ce qu'Israël laisse entendre, il devra le faire depuis sa prison.

Sabrina Siddiqui

Summer Said a contribué à cet article

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

'O2

L'esprit du luxe,
le luxe avec esprit



Le lac, qui barre ici l'accès au green du trou n°5, a été agrandi pour augmenter les réserves d'eau de pluie.

Evian, un 30e anniversaire en rose

L'Amundi Evian Championship promet un spectacle de haut niveau du 11 au 14 juillet avec les 132 meilleures joueuses du monde, dont Céline Boutier, lauréate en 2023. Une édition anniversaire qui sera aussi l'occasion de rendre hommage à Lexi Thompson, qui tire sa révérence après une carrière exceptionnelle.

Après le triomphe historique de Céline Boutier en 2023, la première Française à remporter l'Amundi Evian Championship, les organisateurs vont fêter cette année la 30e édition du tournoi. Outre la leader Céline Boutier, les joueuses Françaises seront représentées par Perrine Delacour, Pauline Roussin-Bouchard et la jeune amateure de 20 ans, Adela Cernousek. « Nous allons célébrer l'essentiel, c'est-à-dire nos championnes. » explique Jacques Bungert, le vice-président du tournoi. « Ce qui construit un grand tournoi, c'est la qualité de son palmarès et sur ce point, nous avons une chance inouïe avec le plus beau de ce que peut proposer le golf féminin depuis 30 ans. » Tout le monde attend Céline Boutier pour un doublé qui serait historique, mais après un début de saison en dents de scie, il faudrait un rebond de la Française. Elle n'est pas la seule à connaître une période compliquée. Nelly Korda, la numéro un mondiale, enchaîne les faux pas depuis la fin du mois de mai après un début de saison tonitruant, avec pas moins de 6 victoires en 8 tournois. En échec sur les deux premiers tournois Majeur de la saison, il faut s'attendre à une réaction d'orgueil de la championne américaine dans une épreuve qu'elle n'a jamais remporté. L'Amundi Evian Championship sera l'occasion pour le public français de saluer Lexi Thompson pour sa dernière apparition en France. La joueuse américaine a annoncé, à 29 ans, sa retraite sportive à l'issue de cette saison. Passée professionnelle à seulement 15 ans, elle avait participé à son premier tournoi Majeur à 12 ans. Tout le monde lui prédisait la place de numéro 1 mondiale, un classement qu'elle n'aura jamais atteint, tout comme une victoire à Evian. 2024 est une année particulière pour le tournoi qui va célébrer sa 30e édition. Pour que la fête soit complète et la célébration totale, les organisateurs attendent que tous les gens présents fassent hommage au tournoi en portant sur eux un peu du rose, couleur signature du tournoi.

Christophe Gaillard

Amundi Evian Championship. Du 11 au 14 juillet 2024 sur le Champions Course de l'Evian Resort. Evian Resort Golf Club, route du Golf, 74500 Évian-les-Bains
Entrée : à partir de 25 €, gratuit pour les moins de 18 ans.
amundi.evianchampionship.com

Les médias, le point faible du sport féminin

Franck Riboud et Jacques Bungert, président et vice-président de l'Amundi Evian Championship, évoquent l'augmentation de la dotation, le soutien aux jeunes golfeurs, la transition écologique et la médiatisation du sport féminin

Pour la 3e fois depuis 2021, la dotation du tournoi a été augmentée, passant de 4,5 millions à 8 millions de dollars. Vous êtes-vous fixés une limite ?

F. Riboud : La réponse est très claire, nous ne sommes pas dans une course à l'augmentation de la dotation. Mais au-delà de ce chiffre, il faut se rappeler à quoi se réfère le budget du tournoi : soutenir les joueuses professionnelles, le développement des jeunes et la transition écologique. 8 millions de dollars pour notre tournoi, c'est déjà très lourd à porter par rapport au modèle économique du sport féminin et au fait que nous soyons indépendants. Les autres tournois Majeur, masculin et féminin, sont soutenus par des associations ou des institutions, ce qui leur donne les moyens de proposer des dotations qui sont toujours plus importantes.

J. Bungert : Le statut Majeur du tournoi nous protège de la logique qui serait de ne réfléchir que par le montant de la dotation. Quand on peut, d'un point de vue économique, et que cela participe aux enjeux de redistribution, on le fait mais ça n'est pas un enjeu.



Franck Riboud, à gauche, et Jacques Bungert, à droite célèbrent avec Céline Boutier la première victoire française à Evian.

La dotation de l'Amundi Evian Championship reste très loin des montants distribués dans les tournois Majeur de golf masculin, de 16,5 à 21,5 millions de dollars. Comment expliquer cette différence constante entre le sport féminin et le sport masculin ?

F.R. : Il y a d'un côté un vœu politique d'égalité auquel tout le monde adhère. Et puis il y a la réalité économique. Quand un sponsor décide de nous accompagner, se pose la question de la couverture du tournoi, de l'audience, du nombre de pays couvert, etc. Nous, le sport féminin, on le connaît bien depuis 30 ans et je pense que l'enjeu de l'égalité homme-femme dans le sport, ce sont les médias.

Depuis quelques années, vous envoyez une dizaine de jeunes participer à un tournoi de détection pour les facultés américaines à Las Vegas. Quel retour d'expérience en faites-vous ?

J.R. : Le retour est extrêmement positif. 70 % des jeunes qui ont participé à ce tournoi ont trouvé une faculté aux États-Unis. Nous pourrions en citer beaucoup, mais j'aimerais évoquer l'un d'eux, Bastien Amat. Il a suivi toutes les étapes de la galaxie Evian, depuis la Kids Cup jusqu'à la Juniors Cup, puis le tournoi à Las Vegas. Il est aujourd'hui numéro un français amateur, 34e au classement mondial amateur et étudie à l'université du Nouveau-Mexique. Notre objectif est de doubler le nombre de jeunes pour arriver à 25, mais comme nous prenons absolument tout en charge, voyages, logements, etc., il faudrait que l'on trouve un sponsor pour nous accompagner.

Le golf fait partie des activités scrutées de près quand il s'agit d'écologie et surtout de l'eau. Où en êtes-vous sur ce point ?

F.R. : Difficile de détailler toutes les actions que nous menons depuis des années, mais si on parle de l'eau, nous avons entrepris de très lourds travaux sur le réseau d'arrosage et nos deux lacs cet hiver. Les fuites ont été traitées et les lacs agrandis pour arriver à 17000 m³ de réserve d'eau de pluie. Cela nous offre deux mois d'autonomie et plus de 50 % de l'eau utilisée pour l'arrosage est de l'eau de récupération de pluie.

Cette année marque le 30e anniversaire du tournoi. À quoi peuvent s'attendre les spectateurs ?

J.B. : 2024 sera dans la continuité de ce que nous essayons de faire année après année depuis 30 ans à savoir apporter de l'émotion, de la convivialité et du plaisir aux joueuses, au public, aux journalistes et aux invités. Pour le final du dimanche sur le green du 18, nous aimerions que tout le monde fasse un geste en portant une touche de rose, qui est la couleur du tournoi.

Propos recueillis par C. G.

Fidèle jusqu'en 2030

Natacha Andermahr, directrice de la communication d'Amundi, nous parle de l'engagement auprès de l'Evian Championship et en faveur du golf féminin

Cette édition 2024 s'ouvre avec l'annonce de la poursuite de votre partenariat.

Natacha Andermahr : Ces quatre premières années ont été très satisfaisantes de notre point de vue et sont venues conforter notre volonté de nous engager sur le long terme. Nous avons décidé de poursuivre pour cinq nouvelles années, jusqu'en 2030. Nous allons renforcer notre participation dans toutes les actions de redistribution des ressources du tournoi en faveur des jeunes et de la galaxie Evian. Avec en point de mire, l'Amundi Evian Showcase qui se déroule à Las Vegas (USA) en fin d'année. Nous emmenons une dizaine de jeunes de moins de 18 ans participer à un tournoi de détection qui peut leur ouvrir les portes des universités américaines. Nous devrions monter en puissance et envoyer quinze jeunes aux États-Unis. Concernant le déroulement du tournoi, nous mettons en place en 2026, une action solidaire. Chaque birdie réalisé par les joueuses viendra remplir une cagnotte qui sera reversée à une association à l'issue du tournoi.

Qu'est-ce qui a motivé cette décision ?

N.A. : D'abord c'est un tournoi Majeur, le seul en Europe continentale, homme et femme confondus. Ça lui donne un rayonnement international, le tournoi est médiatisé dans plus de 150 pays, notamment sur les marchés importants pour Amundi que sont l'Europe et l'Asie. Nous servons plus de 100 millions de clients dans le monde avec nos solutions d'épargne et d'investissement. Indéniablement, le golf est une activité qui correspond bien à notre cible de clientèle. Et puis il y a le tournoi lui-même. L'endroit où il se déroule est juste extraordinaire. L'atmosphère est très professionnelle mais reste familiale dans l'esprit et c'est quelque chose qui nous correspond. Enfin, je dirais que les échanges très collaboratifs que nous pouvons avoir avec les équipes du tournoi ont été un point positif dans notre décision de poursuivre notre collaboration jusqu'en 2030.

Votre implication dans le golf féminin ne s'arrête pas à l'Amundi Evian Championship ?

N.A. : Nous soutenons d'autres tournois de golf féminin en Allemagne, en République tchèque et en Irlande. Surtout, nous avons mis en place en 2021 une équipe de joueuses que nous soutenons dans leurs premières années professionnelles à travers l'Amundi Women Talent Program. Nous en sommes actuellement à la seconde promotion pour l'Europe, avec cinq joueuses dont les sœurs Metraux, originaires de Suisse. La benjamine Morgane joue cette année l'Amundi Evian Championship. Sarà Kouskovà, représentera son pays, la République tchèque, cet été pour les Jeux Olympiques de Paris. Nous avons aussi mis en place en 2022 une équipe asiatique et une équipe américaine avec Gianna Clemente. En 2022, à 14 ans, elle jouait déjà dans trois tournois professionnels LPGA.

Propos recueillis par C. G.

Un golf féerique entre terre et océan

La Réserve Golf Links est le dernier-né des parcours de golf à l'île Maurice. Imaginé par l'architecte sud-africain Peter Matkovitch, il offre une expérience de jeu unique



Caractéristique forte du parcours de La Réserve, les greens semblent flotter dans l'océan indien, comme ici sur le trou 3 (ci-dessus). Éco-conçu, le club house se fait discret derrière le green du trou 18 (ci-dessous).

Avec des vues imprenables sur l'océan Indien et un tracé qui descend du haut des collines jusqu'au club house, La Réserve Golf Links promet une expérience qui récompense les braves et punit les fous. C'est du moins l'avis du joueur professionnel Louis Oosthuizen, qui a participé à sa conception.

Il ne faut pas aborder La Réserve avec un excès de confiance sous peine d'être sévèrement puni

En arrivant au départ du trou n° 1 de ce nouveau parcours de l'Ile Maurice, c'est un paysage unique qui s'ouvre devant les joueurs. Derrière, il y a la montagne et devant, des collines qui descendent comme un toboggan de verdure. Avec au loin, minuscule, le toit plat du club house posé devant le green du trou n° 18, l'objectif du jour. Les joueurs embrassent la totalité du parcours avec ses fairways verts serpentant au milieu d'une végétation. Tradition diversement appréciée, le verre de whisky qui attend les joueurs avant de taper leur premier coup de golf met tout de suite dans l'ambiance de ce que seront les 18 trous à venir. Un premier coup est à jouer en descente avant de rejoindre un green comme suspendu dans le paysage. C'est une des particularités du dessin de ce parcours de La Réserve, imaginé par l'architecte sud-africain Peter Matkovitch. Tous les greens des trous qui partent en direction de l'océan Indien donnent visuellement le sentiment de s'y enfoncer. Un piège pour le jeu car, évaluer les distances devient périlleux, mais c'est un délice pour le regard. Bien souvent, des parcours de bord de mer semblent vouloir s'en détacher et protéger des vents marins par d'immenses buttes. Ici, le parcours se fond dans l'océan Indien. Une présence exacerbée par une autre particularité de ce 18 trous. Alors que traditionnellement, les parcours de golf sont conçus en forme de boucle ou d'aller-retour depuis le club house, içi, Peter Matkovitch a cassé les codes. Dans ces anciens champs de cannes à sucre, étagés sur plus de 200 mètres de dénivelé, il a tracé un parcours qui démarre à l'extrémité supérieure du terrain pour ensuite descendre tout du long jusqu'au green du trou n° 18, posé devant la terrasse du club house. Un coup de génie qui rend le parcours de La Réserve unique. Il faut dire que l'architecte sud-africain a eu le temps d'imaginer le parcours idéal. Démarrant le projet la veille de la crise de la COVID, il s'est retrouvé bloqué sur place pendant... 10 mois. Alors, tous les jours, il a arpenté ces collines toujours couvertes de restes de cannes à sucre, dessinant trou après trou un parcours assez singulier. Plus tard, il a été rejoint par un joueur professionnel, lui aussi Sud-africain, Louis Oosthuizen. Il a travaillé sur la disposition des points de départ les plus reculés qui donnent une autre dimension au parcours. Nommées aujourd'hui les « Louis Tees », ces plateformes de départ sont destinées aux bons, voir très bons joueurs. À ce propos, Louis Oosthuizen a une formule toute choisie en forme de conseil, « ce parcours récompense les braves et punit les fous. » En résumé, il ne vaut mieux pas aborder La Réserve Golf Links avec un excès de confiance, sous peine d'être sévèrement puni. C'est bien souvent la marque des grands parcours, ceux dont on se souvient pendant longtemps. À pied ou en voiturette, la balade nous emmène dans des paysages spectaculaires et changeants. Les joueurs sont parfois enserrés dans de petites vallées, exposées au vent marin sur des fairways larges et surélevés. Ou bien obligés d'ajuster leurs coups pour éviter les grands lacs placés à mi-parcours. Le final débouche sur un long par 5 très spectaculaire qui mène sur un green torturé à multiples plateaux. Derrière, se dévoile le club house, un espace moderne qui se veut le reflet du parcours avec son toit plat végétalisé et une construction respectueuse de l'environnement. Le respect de la dimension écologique du domaine a été scrupuleusement suivi. D'autant plus qu'il borde une réserve biosphère de l'Unesco. Quatorzième et dernier parcours ouvert à l'île Maurice, La Réserve Golf Links fait partie du domaine touristique de l'Heritage Resorts qui comprend un second parcours de golf, le Château et deux hôtels, le Telfair et l'Awali. C'est sans conteste, un parcours qu'il faut avoir joué.



Heritage Resorts, Bel Ombre, Ile Maurice. www.heritageresorts.mu
La Reserve Golf Links, 18 trous, 6 727 mètres, accessible uniquement aux membres et aux résidents de l'Heritage Resort. Green fee de 50 € à 200 €.
Les résidents d'Heritage Resorts ont un accès gratuit et illimité au parcours du Château.
Heritage Telfair Golf & Wellness, 148 suites, à partir de 227 € par nuit.
Heritage Awali Golf & Spa, 159 chambres et suites, 1 villa, à partir de 355 € par nuit.

C. G.

Canon Powershot Golf Un appareil deux-en-un

Si le télémètre laser est devenu un outil indispensable pour le golfeur moderne, Canon innove dans ce secteur avec le Powershot Golf. Un appareil deux-en-un qui profite du savoir-faire de la marque japonaise dans la photo. Le télémètre laser permet au joueur de mesurer la distance qui le sépare de son objectif. Pour cela, il est équipé d'une optique haut de gamme et d'un viseur électronique avec un taux de grossissement 6x et une possibilité de grossissement numérique 12x. Un confort appréciable pour identifier des petits objets comme un drapeau situé à plus de 200 mètres. Outre cette fonction télémètre, le Powershot Golf est donc muni d'un appareil photo permettant l'enregistrement de photos et de vidéos. Une fonction qui, en plus de l'aspect photo souvenir, aura plutôt un intérêt sportif. Le joueur peut documenter ses différents coups, créer un agenda personnel agrémenté de mémos vocaux et analyser ainsi son jeu de golf. Le Powershot Golf de Canon, qui n'a pas d'équivalence aujourd'hui sur le marché, sera disponible au prix de 349 €.

C. G.

Avec le Powershot Golf, Canon ajoute son expertise dans la photo et la vidéo à un télémètre laser. Une première.



Céline Boutier, portrait d'une championne

Quand elle remporte l'Amundi Evian Championship le 30 juillet 2023, Céline Boutier met fin à 20 ans de disette pour le golf français en tournoi Majeur, depuis la victoire de Patricia Meunier-Lebouc au Kraft Nabisco Championship en 2003. Une victoire qui la propulse au sommet du golf mondial où elle pointe toujours à la 4e place du classement. Pourtant pas grand-chose ne la prédestinait à un tel avenir. Fraîchement émigré de Thaïlande, c'est par hasard que son père, ancien bon joueur de tennis, découvre et se passionne pour le golf. Et, dès son plus jeune âge, accompagnée de son frère et de ses sœurs, la petite Céline est entraînée sur le practice du Paris Country Club. Contrairement à son frère Kevin, elle n'est pas la plus douée pour ce sport. Certains enseignants, peu visionnaires, lui prédiront d'ailleurs à l'époque qu'elle ne ferait jamais rien au golf ! Alors, elle sera la plus travailleuse et fera preuve d'un mental à toute épreuve. De ses premières compétitions qu'elle termine aux dernières places, elle tirera une force, « c'est devenu un challenge pour moi, j'en avais assez de terminer dernière, alors j'ai passé plus de temps à m'entraîner » raconte-t-elle. Poussée et soutenue par sa famille, elle va gravir tous les échelons, d'abord du golf amateur, jusqu'à devenir numéro un mondiale amateur en 2014. En 2012, elle quitte le cocon familial pour les USA. Son niveau golfique lui permet d'obtenir une bourse d'études à l'université de Duke en Caroline du Nord (USA) où elle poursuivra en parallèle du golf de haut niveau, des études de psychologie et d'économie. Une opportunité inexistante en France où elle aurait dû choisir entre les études et le sport de haut niveau. En 2016, elle passe professionnelle et enchaîne les victoires. Elle en compte 14 à ce jour, à la fois en individuelle et avec l'équipe européenne de Solheim Cup qu'elle intègre en 2019. Outre un doublé à l'Amundi Evian Championship, l'objectif de cet été sera les Jeux Olympiques de Paris. Une victoire à la maison sur un parcours, le Golf National qui l'a vu grandir et qu'elle connaît par cœur, serait une belle étape pour celle qui n'aurait pas dû réussir dans le golf.

Outre un doublé à l'Amundi Evian Championship, l'objectif de cet été sera les Jeux Olympiques de Paris

C. G.



CREDIT PHOTOS AMUNDI, CANON ET DR.

Amundi
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

La confiance, ça se mérite

Pour vos investissements aussi, l'excellence est la clé du succès.

En tant que leader européen de l'investissement*, Amundi vise toujours l'excellence. En cherchant la performance et la précision tout en gérant les risques : c'est comme ça que nous méritons votre confiance.

Charlotte Liautier
membre de #AmundiTeam



©Matthieu Genre – W CONRAN DESIGN

amundi.com

THE Amundi evian CHAMPIONSHIP

INVESTIR IMPLIQUE UN RISQUE DE PERTE EN CAPITAL.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures. Information promotionnelle non contractuelle ne constituant ni un conseil en investissement, ni une recommandation, ni une sollicitation d'achat ou de vente Amundi Asset Management, Société par Actions Simplifiée - SAS au capital de 1 143 615 555€ - Société de gestion de portefeuille agréée par l'AMF n° GP04000036 - Siège social : 91-93 boulevard Pasteur, 75015 Paris, France - 437 574 452 RCS Paris. *Leader Européen de l'investissement selon le classement IPE Top 500 publié en juin 2023. Plus d'informations sur amundi.com